

2018 UNE ANNÉE DE LEADERSHIP ENGAGÉ

وفاسلاف
Wafasalaf
ديمامعك



DÉCOUVREZ L'INTÉGRALITÉ DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
ET DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE 2018
EN LIGNE SUR LE SITE WWW.WAFASALAF.MA

Voici 30 ans que Wafasalaf évolue dans le secteur du crédit à la consommation au Maroc. Forte d'une expertise unique et reconnue, elle en est aujourd'hui le premier acteur. Ce leadership l'engage : vis-à-vis du secteur, en oeuvrant pour un développement responsable et inclusif du crédit à la consommation ; vis-à-vis du Maroc, en accompagnant toujours mieux la société marocaine dans le financement de ses projets de vie et en contribuant à une croissance socio-économique durable. Ce rapport d'activité témoigne des dernières avancées en ce sens et trace les perspectives engagées : autant de chantiers que Wafasalaf mène avec conviction et détermination, et l'ambition du progrès partagé.

CARTE D'IDENTITÉ : FONDATIONS, VISION, PROJECTION 06

- DEUX ACTIONNAIRES, DEUX RÉFÉRENCES 08
- UNE VISION DU LEADERSHIP 10
- UNE OBLIGATION DE STRUCTURE 12
- UN IMPÉRATIF DE PROJECTION 18

ZOOM 20

RETOUR SUR LES TEMPS
FORTS DE 2018

LE SECTEUR DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION VU PAR SON PREMIER ACTEUR 22

PARTIE 1 - ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

- REPÈRES SUR L'ÉVOLUTION DE L'AFRIQUE EN 2018 24
- REGARD SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2018 26
- FOCUS SUR LE SECTEUR BANCAIRE EN 2018 28

PARTIE 2 - DÉCRYPTAGE DU MARCHÉ DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN 2018

- CHIFFRES-CLÉS 32
- DÉMOGRAPHIE 34
- SECTEURS STRATÉGIQUES 36
- RISQUE ET CONFORMITÉ 42
- PROCESSUS ET ORGANISATION 44

ZOOM 46

L'OBSERVATOIRE DE LA CONSOMMATION
DES MÉNAGES, UNE DÉMARCHE
ENGAGÉE POUR COMPRENDRE LA
SOCIÉTÉ MAROCAINE ET SES ÉVOLUTIONS

L'ENGAGEMENT RESPONSABLE, UNE DÉMARCHE INSCRITE DANS LA DURÉE 52

- ENTREPRISES ET RSE AU MAROC EN 2018 54
- L'ENGAGEMENT SOCIÉTAL DE WAFASALAF, UNE
EXIGENCE RÉAFFIRMÉE 55

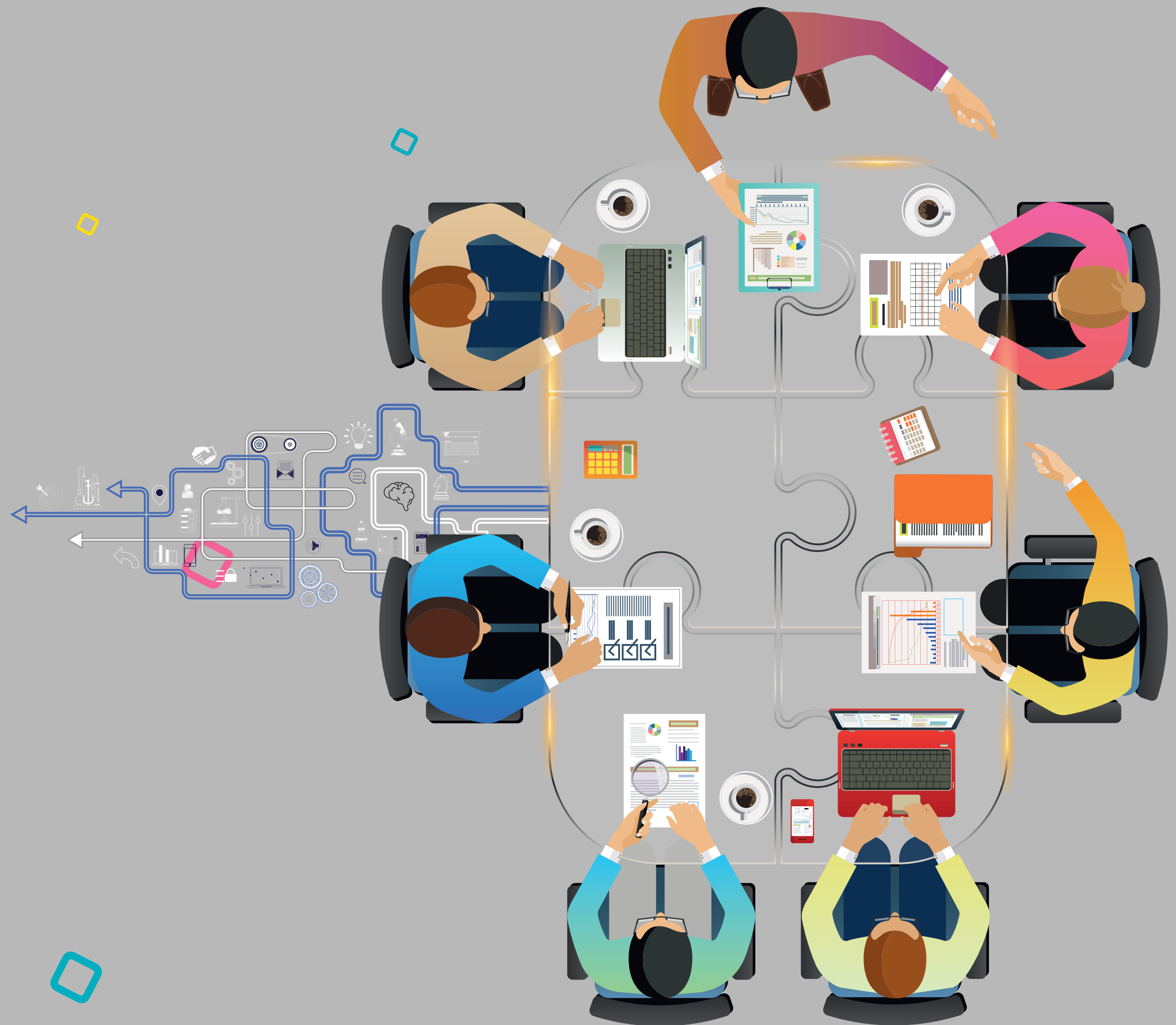
ZOOM 62

UNE EXPRESSION PUBLIQUE
RENOUVELÉE : LA FAMILLE DIMA MAAK

LES RÉSULTATS 2018, LA TRADUCTION D'UN LEADERSHIP ENGAGÉ 64



CARTE D'IDENTITÉ :
FONDATIONS, VISION,
PROJECTION



DEUX ACTIONNAIRES, DEUX RÉFÉRENCES

Au 31 décembre 2018, le capital social de Wafasalaf est détenu à 50,9% par Attijariwafa bank et à 49% par Crédit Agricole Consumer Finance (CA CF).

LE GROUPE ATTIJARIWAFABANK

S'appuyant au quotidien sur les valeurs du leadership, de l'engagement, de la citoyenneté, de l'éthique et de la solidarité, **Attijariwafa bank mobilise l'ensemble de ses ressources au service du continent africain.**

Leader incontesté du secteur bancaire et financier au Maroc, Attijariwafa bank occupe la 1^{ère} place à l'échelle nationale, tant dans la collecte de l'épargne que dans le financement de l'économie.



9,7 M
de clients



25
pays



20 125
collaborateurs
à travers le monde



4930
agences bancaires



27
filiales au Maroc et à l'étranger



MOHAMED EL KETTANI,
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

“Wafasalaf a toujours fait montre d'un dynamisme exceptionnel : sans cesse elle se met au défi, convaincue qu'il est toujours possible de se dépasser au bénéfice des consommateurs et de la société. C'est en ce sens qu'elle se veut résolument ouverte à toutes les formes d'innovation, qu'elle soit technologique, managériale, organisationnelle ou sociale. Cet état d'esprit fait de Wafasalaf une force de propositions reconnue au sein du groupe Attijariwafa bank. Il est également l'un des principaux ressorts de son leadership sur le marché du crédit à la consommation marocain, leadership qui se confirme année après année.

La longue et riche expérience de Wafasalaf au Maroc a désormais vocation à s'exporter. Aussi avons-nous engagé une étroite collaboration pour accompagner le déploiement du Groupe sur le marché du crédit à la consommation à l'échelle de l'Afrique. Les fondations sont déjà posées, c'est le cas en Tunisie et au Sénégal, et les perspectives de développement sont nombreuses tant le marché demande encore à être structuré. L'expertise accumulée par les équipes de Wafasalaf, associée à l'approche visionnaire que nous avons en partage, sera déterminante pour favoriser l'essor du crédit à la consommation en Afrique, en vue d'accompagner les ménages africains.”



PHILIPPE DUMONT,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
CRÉDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE

“Le groupe Crédit Agricole Consumer Finance est structuré autour de quatre valeurs fortes – proximité, engagement, innovation et esprit d'équipe – qui font son unité par-delà la diversité de ses implantations dans le monde. Chaque jour, Wafasalaf témoigne de sa mobilisation à déployer son activité conformément à ces valeurs, qu'incarne l'ensemble de ses lignes métiers dans leur travail quotidien. C'est, à mon sens, indissociable de son leadership sur le marché marocain du crédit à la consommation : il n'est pas de leader sans valeurs et le leadership s'exprime dans l'exemplarité.

En cela, la démarche de responsabilité sociétale adoptée par Wafasalaf fait directement écho à la raison d'être du Groupe Crédit Agricole, telle que formulée dans son nouveau projet stratégique : “Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société”. Je sais pouvoir compter sur l'engagement de chaque collaborateur de Wafasalaf pour contribuer pleinement à la réalisation de ce projet dans l'ensemble de ses dimensions : L'excellence relationnelle, la responsabilité en proximité et l'engagement sociétal.”

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Au service de **51 millions de clients dans le monde**, le Crédit Agricole s'appuie sur ses valeurs historiques de proximité, responsabilité et solidarité qu'il cultive depuis 120 ans.

Porté par la mobilisation de **141 000 collaborateurs**, il a pour ambition d'être le véritable partenaire de ses clients.



51 M
de clients



49
pays



141 000
collaborateurs



Plus de **10,1 M**
de sociétaires



30 000
administrateurs de caisses
locales et régionales

UNE VISION DU LEADERSHIP

WAFASALAF EST LE PREMIER ACTEUR DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION DU MAROC. COMMENT QUALIFIERIEZ-VOUS SON LEADERSHIP ?

Badr Alioua - Notre leadership repose avant tout sur des faits : nous sommes le premier acteur en termes de part de marché, et ce sur l'ensemble des segments couverts par le crédit à la consommation. Cette dynamique est inscrite dans la durée et va en se consolidant. En effet, l'année 2018 a entériné une confirmation de notre part de marché, qui s'établit à 31,8%. Ce sont là deux caractéristiques du leadership de Wafasalaf : sa longévité et son intensité, qui se démontrent d'année en année. Elles sont fondamentales, dans la mesure où un leader qui ne s'astreint pas à toujours s'améliorer et s'auto-dépasser a déjà perdu son statut de leader. Nous avons pour principe de ne jamais nous reposer sur nos acquis : chaque nouvelle année est une occasion de progresser pour servir toujours mieux nos clients. En cela, le leadership procède aussi d'un état d'esprit : ne jamais céder à la satisfaction.

QUELLES SONT, SELON VOUS, LES RESPONSABILITÉS D'UN LEADER ?

B.A - Elles sont nombreuses ! Il est évident que le leadership engage : non seulement sur le plan de notre activité de crédit à la consommation, mais également du point de vue de notre impact sociétal. Nous sommes tenus à l'exemplarité sur tous les volets de notre activité. Cela implique en premier lieu le plus strict respect de nos obligations légales et juridiques. Même, il nous revient d'anticiper les évolutions du marché, par exemple en nous inspirant des best practices internationales ou en contribuant à l'élaboration de nouvelles règles. Précisons que ces

évolutions ont toujours pour sous-jacent de mieux servir et protéger les consommateurs. Le leader se doit ainsi d'endosser le rôle d'éclaireur en initiant le mouvement : à cet égard, un leader est résolument moderne. Cela doit bien sûr s'entendre sur le plan de l'innovation, notamment technologique. Wafasalaf a pris le virage des technologies numériques dès les années 2000 et il a inspiré le PMT (plan à moyen-terme) que nous poursuivons jusqu'en 2020. La modernité ne se limite toutefois pas aux technologies : elle s'exprime dans nos valeurs et notre vision, telles que nous les concrétisons au quotidien avec l'ensemble de nos parties-prenantes, y compris dans nos actions de communication.

LE LEADERSHIP AU XXIÈME SIÈCLE SERAIT-IL DONC NÉCESSAIREMENT UN LEADERSHIP ENGAGÉ ?

B.A - C'est indéniable. Il ne peut plus y avoir de séparation entre l'activité commerciale d'une entreprise et les conséquences sociétales, ou socio-économiques, de cette activité. Cette prise de conscience est désormais généralisée, au sein des acteurs économiques comme des consommateurs. C'est une très bonne chose. Les attentes des citoyens marocains sont de plus en plus élevées vis-à-vis des marques, de leurs offres et services, mais encore de leur implication dans le développement socio-économique du pays ainsi que dans la transition écologique. Par conséquent nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une approche

partielle ni même parcellaire de nos différents champs d'investissement. Chacune de nos valeurs, chacun de nos axes de positionnement sous-tend l'ensemble de nos actions. Chez Wafasalaf, cette approche a été adoptée par nos Collabor'Acteurs depuis maintenant plus de 10 ans, lorsque l'entreprise a fêté ses 20 ans d'existence. C'est à mon sens la condition sine qua non d'un leadership engagé : la conscience partagée de notre responsabilité collective, à court, moyen et long terme. Depuis que j'ai pris mes fonctions, en novembre 2018, j'ai pu le vérifier chaque jour. Les résultats sont là : notre leadership est confirmé, notre responsabilité est reconnue, comme en témoigne le renouvellement récent du label RSE de Wafasalaf par la CGEM. Ils créent ainsi les conditions pour poursuivre et même accélérer sur la voie que nous avons tracée.



M. BADR ALIOUA
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

RETROUVEZ LE MESSAGE
DU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE EN LIGNE
SUR LE SITE WWW.WAFASALAF.MA

UNE OBLIGATION DE STRUCTURE

Le bon fonctionnement et la croissance de toute entreprise sont conditionnés par sa structure de gouvernance. Celle-ci doit répondre conjointement aux exigences de solidité et d'adaptabilité qui feront sa résilience dans un monde en mouvement. Wafasalaf, en tant qu'institution financière soucieuse de sa responsabilité économique et sociale, accorde une importance particulière à la pertinence de sa structure de gouvernance.

Wafasalaf est une Société Anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance. La gouvernance de l'entreprise est également renforcée par des comités spécialisés émanant du Conseil de Surveillance, notamment le comité des nominations et des rémunérations et le comité d'audit et des risques.

Par ailleurs, pour le pilotage de sa stratégie, un comité consultatif est mis en place.

Pour le pilotage opérationnel, plusieurs comités dédiés sont déployés avec une charte de gouvernance fixant les missions, les membres et la périodicité.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

En tant qu'organe d'administration de Wafasalaf, le Conseil de Surveillance assure le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire.

Il valide les grandes orientations stratégiques et la politique globale des risques. Il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns.

Le Conseil de Surveillance vérifie et contrôle les comptes annuels et le rapport de gestion.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE COMPTE 9 MEMBRES NON EXECUTIFS

M. Boubker JAÏ >> Président

Attijariwafa bank >> Représentée par M. Omar GHOMARI

M. Omar BOUNJOU >> Membre

M. Ismail DOUIRI >> Membre

M. Mohamed EL KETTANI >> Membre

CA-CF >> Représentée par Mme Laïla MAMOU

M. Abdelhakim BOUABID >> Membre

M. Jacques FENWICK >> Membre

M. Sébastien CHAMBARD >> Membre

PARCOURS PROFESSIONNEL DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

>> Boubker JAI

Boubker JAI est ingénieur et docteur ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris. Il a démarré son activité professionnelle en 1981 à Paris, en tant qu'ingénieur dans une société de services informatiques.

En 1984, il intègre la Banque Commerciale du Maroc en tant que Chargé de Mission auprès du Président Directeur Général. Après plusieurs fonctions de hautes responsabilités au sein de la BCM, devenue Attijariwafa bank, il est nommé en 2003 Directeur Général.

Boubker JAI dirige aujourd'hui le Pôle Banque de Financement et d'Investissements des Marchés et des Filiales du groupe. Il est Président de Conseils d'Administration, de Conseils de Surveillance et Administrateur des filiales du groupe Attijariwafa bank au Maroc et à l'étranger.

>> Omar GHOMARI

Omar GHOMARI, après son diplôme de maîtrise en Gestion d'Entreprises en juin 1983, et en matière d'études spécialisées en Ressources Humaines, a obtenu un certificat ESCP-EPA en septembre 2008. En 1983, il intègre la Banque Commerciale du Maroc. Il a occupé plusieurs postes à responsabilité dans le réseau de cette banque devenue en 2004 Attijariwafa bank. Il a depuis cumulé un long et riche parcours dans le groupe Attijariwafa bank. En 2005, M. GHOMARI a intégré le Siège Social du groupe Attijariwafa bank où il a été Responsable du Recouvrement Groupe jusqu'en 2006, puis Responsable de la Conformité Groupe jusqu'en 2007. En novembre 2007, M. Omar GHOMARI a été nommé Directeur Général Adjoint en Charge du Capital Humain Groupe, Département qu'il a dirigé jusqu'en septembre 2016. Omar GHOMARI dirige aujourd'hui les Sociétés de Financement Spécialisées. Par ailleurs, il est membre des Conseils d'Administration ou de Surveillance des filiales SFS du Groupe, et notamment membre représentant d'Attijariwafa bank au Conseil de Surveillance de Wafasalaf.

>> Mohamed EL KETTANI

Diplômé ingénieur de l'ENSTA-Paris, Mohamed EL KETTANI entame sa carrière bancaire en 1984 en intégrant la Banque Commerciale du Maroc (BCM). Il a exercé plusieurs responsabilités dans les différents métiers de la banque avant de diriger en 2004 le programme de fusion et de rapprochement entre BCM et Wafabank donnant naissance au groupe Attijariwafa bank. En 2007, Mohamed EL KETTANI est nommé Président Directeur Général du groupe Attijariwafa bank, qui opère actuellement dans 27 pays (dont 14 pays en Afrique), dispose du 1^{er} réseau bancaire en Afrique avec 4 306 agences et emploie 19 754 collaborateurs. Mohamed EL KETTANI est également vice-président délégué du Groupement Professionnel des Banques du Maroc et Administrateur de plusieurs sociétés. Sous sa présidence, le groupe Attijariwafa bank a réalisé le déploiement du plan de développement stratégique quinquennal « Attijariwafa 2012 » qui a permis au Groupe de conforter son leadership sur le marché marocain et de lui donner un positionnement de référence à l'échelle de l'Afrique. Mohamed EL KETTANI a été fait Officier de l'Ordre du Trône par S.M Le Roi Mohammed VI, Commandeur de l'Ordre National du Mérite de la République du Sénégal et Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur de la République Française.

>> Omar BOUNJOU

Ingénieur des Ponts et Chaussées (ENPC Paris), diplômé de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris) et Docteur en Économie de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, Omar BOUNJOU rejoint le groupe Wafabank en 1988 au sein duquel il exerce plusieurs fonctions de hautes responsabilités.

Nommé Directeur Général de Wafasalaf de 1988 à 1993, puis Directeur Général de Wafa Immobilier de 1993 à 1997, Omar BOUNJOU occupe, de 1997 à 2004, plusieurs postes de Direction avant d'être nommé, en 2004, au poste de Directeur Général du groupe Attijariwafa bank. Il est également membre de plusieurs Conseils d'Administration du Groupe et membre du Conseil d'Administration de l'EFMA (European Financial Management Association – Paris).

>> Ismail DOUIRI

Ingénieur de l'Ecole Polytechnique (Paris) et de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (Paris), Ismail DOUIRI est aussi titulaire d'un MBA de Harvard Business School.

Après plusieurs fonctions de hautes responsabilités au Maroc et à l'étranger, il rejoint en 2004 le groupe Attijariwafa bank en tant que Responsable de la Stratégie et du Développement avant d'être promu Directeur Général Adjoint en 2005. En 2008, il est nommé Directeur Général par le Conseil d'Administration. Ismail DOUIRI dirige aujourd'hui le Pôle Finance, Technologies et Opérations. Il est Administrateur de la plupart des filiales d'Attijariwafa bank au Maroc et à l'étranger.

>> Laïla MAMOU

Diplômée d'un DESS de Gestion de l'IAE de Caen, ainsi que d'une Maîtrise de Gestion des entreprises option finance de l'Université d'Aix-Marseille, Laïla MAMOU a commencé sa carrière dans l'audit avant d'entrer chez Wafasalaf où elle a occupé différentes fonctions. En 2004, elle est nommée Présidente du Directoire de Wafasalaf et a mené à ce poste, pendant 13 ans, la transformation de l'entreprise pour en faire le leader incontesté du crédit à la consommation au Maroc. Depuis novembre 2018, Laïla MAMOU a en charge la Direction des Filiales et Participation au sein du groupe Crédit Agricole Consumer Finance et fait partie du comité exécutif du Groupe.

>> Sébastien CHAMBARD

Diplômé d'un DESS Mercatique stratégique, Sébastien CHAMBARD a intégré la Caisse Nationale de Crédit Agricole en 1999. Il a commencé sa carrière en occupant différentes fonctions Marketing (conception de produit banque du quotidien et de financement, animation du réseau Entreprises des Caisses régionales....) sur les marchés des professionnels, agriculteurs et entreprises, avant de rejoindre la Direction Financière de Crédit Agricole SA en supervision notamment des filiales CALEF et CA CF. En janvier 2016, il rejoint CA CF en tant que responsable du contrôle de gestion. Il est également membre non exécutif du Conseil de Surveillance de Wafasalaf au Maroc.

>> Jacques FENWICK

Diplômé de l'IUP Banque Finance de Nantes et d'un BA of European Economics du Middlesex University, ainsi que d'un DESS Banque Finance Internationales, Jacques FENWICK a intégré Crédit Lyonnais Leasing International en 1993. Il a ensuite rejoint la Banque Entreprises de LCL, le Crédit Agricole SA en 2001, puis le Groupe EFL (Crédit Agricole Leasing & Factoring) en 2008 en tant que Directeur Général Adjoint et Directeur Général intérimaire en 2013. En novembre 2015, il est nommé Responsable Pays à la Direction des Filiales et des Participations de Crédit Agricole Consumer Finance. Ancien membre non exécutif du Conseil d'Administration de Credicom en Grèce, il est actuellement membre du Conseil de Surveillance de Wafasalaf, Responsable Pays pour la Hollande et Président de l'Assemblée Générale de Credibom au Portugal.

>> Abdelhakim BOUABID

Ingénieur Statisticien diplômé de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (ENSAE), Abdelhakim BOUABID est aussi titulaire d'un Master of Science in Statistics de la London School Of Economics (LSE). Responsable de la politique crédit au sein du groupe Crédit Agricole Consumer Finance pour la clientèle des particuliers depuis décembre 2014, Abdelhakim BOUABID a une expérience de plus de 17 ans dans la gestion du Risque de Crédit dans le domaine du crédit à la consommation.

COMITE DES NOMINATIONS ET DES REMUNERATIONS

Le comité des nominations et des rémunérations est chargé d'assister le Conseil de Surveillance dans le processus de nomination et de renouvellement de ses membres et de ceux de l'organe de direction. Il assiste le Conseil de Surveillance dans la conception et le suivi du bon fonctionnement du système de rémunération, notamment celle des membres du Conseil de Surveillance, des membres des comités spécialisés et des principaux dirigeants effectifs.

Boubker JAI >> Président

Laïla MAMOU >> Membre

Omar BOUNJOU >> Membre

COMITE D'AUDIT ET DES RISQUES

Le comité d'audit et des risques est chargé d'assister le Conseil de Surveillance dans l'évaluation de la qualité et de la cohérence du dispositif de contrôle interne et externe, ainsi qu'en matière de stratégie et de gestion des risques..

Omar BOUNJOU >> Président

Younes BELABED >> Membre

Jacques FENWICK >> Membre

Abdelhakim BOUABID >> Membre

LE DIRECTOIRE

Le Directoire est l'organe chargé de la gestion courante des activités de Wafasalaf. Il assure le pilotage effectif de la réalisation des orientations stratégiques fixées par le Conseil de Surveillance.

Badr ALIOUA >> Président

Khalid AIT BENYAHYA >> Membre du Directoire

Driss FEDOUL >> Membre du Directoire

Gaetan NANNETTE >> Membre du Directoire

LE COMITE EXECUTIF

Le Comité Exécutif est chargé de veiller à la mise en œuvre des orientations stratégiques ainsi qu'à leur bonne application par les différentes lignes de métier. Il examine la performance opérationnelle et arbitre l'allocation des moyens et des ressources.

>> **Badr ALIOUA**

Président du Directoire

>> **Khalid AIT BENYAHYA**

Directeur Pôle Support et Stratégie (Membre du Directoire)

>> **Driss FEDOUL**

Directeur Pôle Commerce et Marketing (Membre du Directoire)

>> **Gaetan NANNETTE**

Directeur Pôle Crédit, Flux, Juridique (Membre du Directoire)

>> **Khalid BOUKANTAR**

Directeur Contrôle, Risques et Conformité

>> **Touria ABDOU**

Directeur Adjoint Pôle Crédit, Flux et Juridique

>> **Nadia MGOUNI IDRISSE**

Directeur Bien-Etre

>> **Ilham BERRADA**

Directeur Capital Humain

>> **Omar MOUSSI**

Directeur Transformation ACT4BEST

>> **Lamia RAFAI**

Directeur Communication et RSE

>> **Sahar TAZI**

Directeur Finances et Supports

>> **Anas SQALLI**

Directeur Marketing

LE COMITE DES DIRECTEURS :

Le Comité des Directeurs est chargé de la gestion opérationnelle des activités de l'entreprise

En plus des membres du comité exécutif y figurent les directeurs des entités opérationnelles :

>> **Chadia ABABOU**

Directeur Général de la filiale « Thémis Courtage »

>> **Khalid CHERKAOUI**

Directeur Supports et Traitements

>> **Youssef EL MALKI**

Directeur Systèmes d'Information

>> **Farouk MIAL**

Directeur Finances et Administratif

>> **Amine ELKASSY**

Directeur Réseau Commercial

>> **Nabil BOUKILI**

Directeur Traitement du Risque

>> **Choukri ELBOUJAMAI**

Directeur Partenariats

>> **Abdellatif BELLOUELJA**

Directeur Prévention du Risque

CARTE D'IDENTITÉ : FONDATIONS, VISION, PROJECTION



Nabil BOUKILI
Traitement du Risque

Anas SQALLI
Marketing

Farouk MIAL
Finances et Administratif

Youssef EL MALKI
Systèmes d'information

Khalid BOUKANTAR
Contrôle, Risques et Conformité

Omar MOUSSI
Transformation ACT4BEST

Choukri EL BOUJAMAI
Partenariats

Driss FEDOUL
Commerce et Marketing

Abdellatif BELLOUELJA
Prévention du Risque

Amine EL KASSY
Réseau commercial

Gaëtan NANNETTE
Crédit, Flux et Juridique

Sahar TAZI
Finances et Supports

Khalid CHERKAOUI
Support et Traitements

Meryem ABASSI
Stratégie

Touria ABDOU
Crédit, Flux et Juridique

Ilham BERRADA
Capital Humain

Chadia ABABOU
Thémis Courtage

Faiza ABIED
Audit

Nadia MGOUNI IDRISSE
Bien-être

Badr Alioua
Président du Directoire

Khalid AIT BENYAHYA
Support et stratégie

Lamia RAFAI
Communication et RSE

UN IMPÉRATIF DE PROJECTION

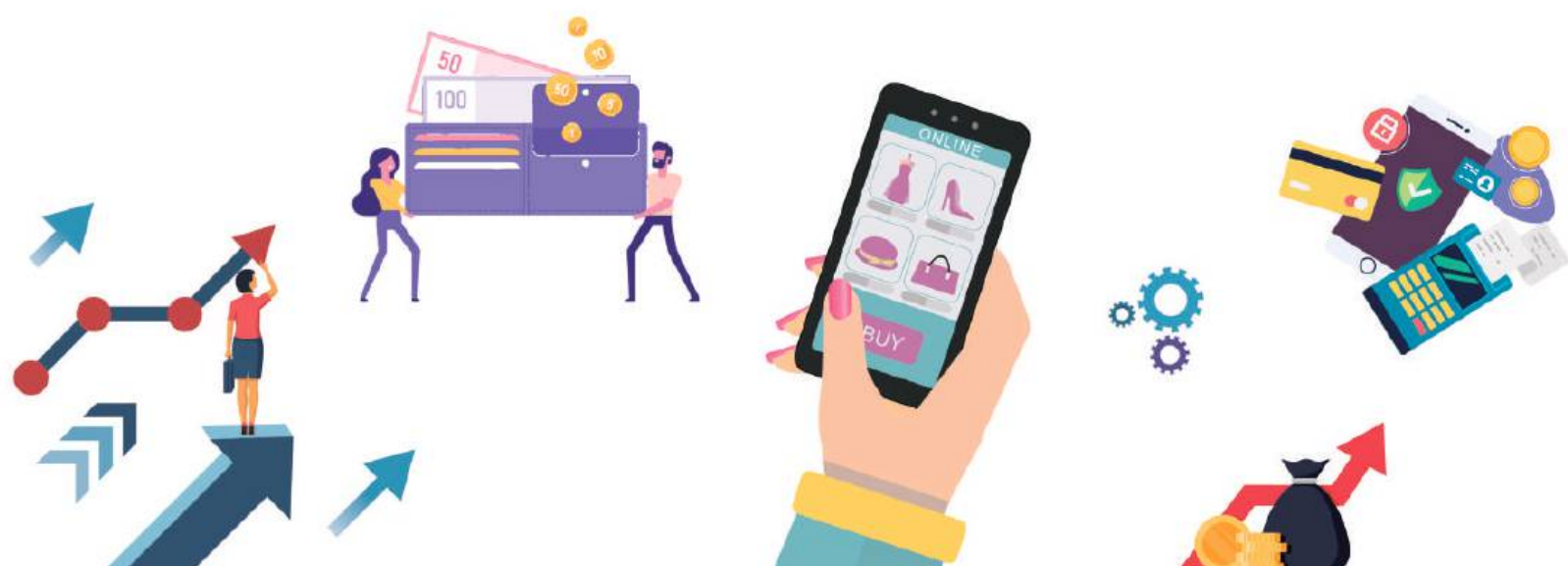
Wafasalaf est le premier acteur du secteur du crédit à la consommation au Maroc. Ce leadership a plus de 30 ans et il est consolidé année après année. Il est indissociable de la vision adoptée par l'entreprise quant à son rôle socio-économique au sein de la société marocaine. Entreprise engagée et responsable, Wafasalaf accompagne les Marocains dans la concrétisation de leurs projets. Elle contribue au mieux-vivre des ménages en les aidant à financer leurs achats tout en préservant leurs capacités financières. Ce faisant, Wafasalaf participe au développement et à la prospérité du Maroc, suivant une culture d'entreprise qui associe souci de l'humain et dynamique d'innovation.

Cette vision imprègne l'activité de l'entreprise telle qu'elle est déployée quotidiennement par l'ensemble des Collabor'Acteurs. Le terme de Collabor'Acteurs traduit et illustre cette vision : les équipes s'engagent au nom de Wafasalaf à honorer leurs responsabilités économiques, sociales et environnementales sur tous les plans de son activité. Elles le font à l'aune des valeurs et des convictions partagées qui ont nourri la vision de l'entreprise et en sous-tendent la stratégie. Elles s'inspirent également des deux actionnaires de référence, le groupe Attijariwafa

orientations, décisions et processus soient alignés avec des standards de référence.

Wafasalaf poursuit une stratégie dont les principales orientations ont été définies par un plan à moyen-terme (PMT) couvrant les années 2016 à 2020. Quatre axes principaux ont été retenus pour ce PMT :

- **l'axe Client** : l'approche "client-centric" doit désormais présider à l'ensemble des activités. Les outils et processus, les offres et services sont transformés dans ce sens.
- **l'axe Entreprise Agile** : le pilotage et l'organisation de l'entreprise sont repensés afin de favoriser l'innovation et l'agilité que ce soit dans la prise de décisions ou leur mise en oeuvre.
- **l'axe Optimisation des coûts et de la structure** : les processus internes sont dématérialisés et digitalisés. Cette évolution s'opère aussi bien au bénéfice des parties prenantes externes qu'internes.
- **l'axe Accompagnement du développement du crédit à la consommation en Afrique.**



CHIFFRES FINANCIERS

PRODUCTION GLOBALE

12,6
MILLIARDS DE DIRHAMS

ENCOURS GLOBAL

32
MILLIARDS DE DIRHAMS

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

315
MILLIONS DE DIRHAMS

SOCIO-ÉCONOMIQUES



1,5 MILLIONS
DE MÉNAGES SERVIS



2/3 DES ÉQUIPEMENTS
VENDUS À CRÉDIT
SONT FINANCÉS PAR WAFASALAF



1/2 DES VÉHICULES
FINANCÉS À CRÉDIT
SONT GÉRÉS PAR WAFASALAF

DIGITAL



PLUS DE **20%**
DE L'ACTIVITÉ CRÉDIT
DE WAFASALAF EST RÉALISÉE VIA
LES CANAUX DIGITAUX

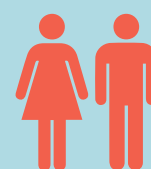


79%
DES VISITEURS
DE WWW.WAFASALAF.MA
LE FONT DEPUIS LEUR MOBILE



f **t** **in**
196 561 **1605** **25 657**

CAPITAL HUMAIN



891
COLLABORATEURS



83
PROMOTIONS À FIN 2018

UNE PARITÉ RESPECTÉE
À TOUS LES ÉCHELONS

51,5%
DE FEMMES
48,5%
D'HOMMES

RETOUR SUR LES TEMPS FORTS DE 2018

#HYA

4^{ÈME} ÉDITION DU CYCLE DE CONFÉRENCES

ORGANISÉE DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES, L'ÉDITION 2018 A PORTÉ SUR LE THÈME "LES FEMMES QUI VEULENT CHANGER LE MONDE". UN PANEL D'EXPERTS INTERNATIONAL A DÉBATTU DU SUJET DES FEMMES ET DE L'INNOVATION. CE RENDEZ-VOUS A ÉTÉ ASSOCIÉ À L'INITIATIVE "HYA" LANCÉE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX POUR MOBILISER LES INTERNAUTES SUR LES ENJEUX DE LA MIXITÉ.



PARTENARIAT AVEC « AUTO NEJMA MAROC »

LE 10 AVRIL 2018, UN PARTENARIAT D'EXCEPTION A ÉTÉ SIGNÉ ENTRE WAFASALAF ET AUTO NEJMA MAROC, L'UN DES PRINCIPAUX DISTRIBUTEURS AUTOMOBILES DU ROYAUME ET LEADER DU SEGMENT PREMIUM AVEC LA MARQUE MERCEDES-BENZ. LES PRODUITS DE FINANCEMENT ISSUS DE CE PARTENARIAT SONT PROPOSÉS AUX CLIENTS SOUS LE LABEL « AUTO NEJMA FINANCES ».



PARTICIPATION AU SALON AUTO-EXPO

LE GROUPE ATTIJARIWABA BANK A RECONDUIT EN 2018 SON PARTENARIAT HISTORIQUE AVEC LE SALON AUTO-EXPO, ÉVÉNEMENT MAJEUR DE L'UNIVERS AUTOMOBILE AU MAROC. WAFASALAF A PRIS PART À L'ÉVÉNEMENT EN SE DISTINGUANT PAR UNE PRÉSENCE EN PROPRE ET AUPRÈS DE MARQUES PARTENAIRES AVEC LA GAMME LA PLUS LARGE D'OFFRES DE FINANCEMENT.



MATINALE DE L'OBSERVATOIRE WAFASALAF

L'OBSERVATOIRE WAFASALAF DE LA CONSOMMATION S'EST PENCHÉ, POUR LA 1ÈRE ÉDITION 2018, SUR LA TRANSFORMATION DES COMPORTEMENTS DES MÉNAGES MAROCAINS DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE, AVEC UN FOCUS SUR LES INNOVATIONS À MÊME DE TRANSFORMER STRUCTURELLEMENT LE MARCHÉ. LES RÉSULTATS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS DANS LE CONTEXTE DU SALON AUTO-EXPO.

UNE ANNÉE DE CONSOLIDATION



2ÈME MATINALE 2018 DE L'OBSERVATOIRE WAFASALAF

POUR LE 2ÈME RENDEZ-VOUS DE L'ANNÉE, L'OBSERVATOIRE WAFASALAF S'EST INTÉRESSÉ À LA PLACE DU SPORT DANS LE QUOTIDIEN DES MAROCAINS, AINSI QU'À SON RÔLE EN TANT QUE LEVIER DE CROISSANCE DU PAYS. LES RÉSULTATS, COMMENTÉS PAR UN PANEL D'EXPERTS, ONT PERMIS DE METTRE EN AVANT LES BÉNÉFICES ACTUELS ET POTENTIELS DU SPORT POUR L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ MAROCAINES.



SALON MOTOCAZZ

WAFASALAF A PARTICIPÉ AU SALON « MOTOCAZZ », PREMIER SALON MAROCAIN DÉDIÉ EXCLUSIVEMENT À LA MOTO, ET Y A PROPOSÉ DES OFFRES ADAPTÉES, ALLIANT UNE TARIFICATION AVANTAGEUSE ET UNE RÉACTIVITÉ DANS LE DÉLAI DE TRAITEMENT ET DE FINANCEMENT. À TRAVERS CE SPONSORING, WAFASALAF A CONFIRMÉ SON POSITIONNEMENT EN TANT QU'ACTEUR DE RÉFÉRENCE AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ MOTO (CLIENTS ET APORTEURS D'AFFAIRES).



TEAM CELEBRATION CUP

WAFASALAF A PARTICIPÉ AU TOURNOI « TEAM CELEBRATION CUP », UN ÉVÉNEMENT ORGANISÉ PAR LE CRÉDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE, REGROUPANT L'ENSEMBLE DES FILIALES. AU TERME DE CETTE COMPÉTITION PLURIDISCIPLINAIRE, WAFASALAF A REMPORTÉ LA 1ÈRE PLACE POUR LA 2ÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE.



RENOUVELLEMENT DU LABEL OR "ENTREPRISE SANS TABAC"

POUR LA 3ÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, WAFASALAF A OBTENU LE « LABEL OR ENTREPRISE SANS TABAC » DÉCERNÉ PAR LA FONDATION LALLA SALMA POUR LA PRÉVENTION ET LE TRAITEMENT DES CANCERS. LE RENOUVELLEMENT DE CE LABEL RÉCOMPENSE LES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR WAFASALAF POUR SENSIBILISER LES COLLABORATEURS AUX MÉFAITS DU TABAC.



"DIMA MAGHRIB" POUR LA COUPE DU MONDE DE FOOT

POUR MANIFESTER SON SOUTIEN À LA SÉLECTION NATIONALE, UN DISPOSITIF D'ENVERGURE A ÉTÉ DÉPLOYÉ À L'OCCASION DE LA COUPE DU MONDE DE FOOT : LA TOTALITÉ DES AGENCES ONT ÉTÉ PARÉES DE VISUELS DÉDIÉS AUX LIONS DE L'ATLAS ET L'ENSEMBLE DES COLLABORATEURS SE SONT VU REMETTRE UN T-SHIRT DE L'ÉQUIPE NATIONALE. SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, LE DISPOSITIF DIGITAL « DA919A 90 » A CONSTITUÉ L'UN DES MOMENTS PHARES DE L'ANNÉE, PUISQUE LE JEU GÉNÉRA À LUI SEUL PLUS DE 62 000 INTERACTIONS.

LE SECTEUR DU CRÉDIT
À LA CONSOMMATION
VU PAR SON PREMIER ACTEUR



ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

REPÈRES SUR L'ÉVOLUTION DE L'AFRIQUE EN 2018

Selon les dernières projections de la Banque Africaine de Développement, les performances économiques de l'Afrique poursuivent leur redressement avec un PIB en croissance de 3,5% en 2018. Cette performance est tirée principalement par l'Afrique de l'Est et par l'Afrique du Nord.

En Afrique du Nord, la croissance économique du PIB s'est ainsi établie à 4,3% en 2018. Toutefois, elle reste erratique en raison de l'évolution rapide de la situation économique de la Libye suite à la hausse de la production de pétrole. Celle-ci a en effet bénéficié aux pays exportateurs et a accentué la pression sur le budget des pays importateurs. Le niveau de l'inflation en Afrique du Nord est resté élevé en 2018 (12,8% vs. 14,2% en 2017) mais devrait s'atténuer progressivement pour revenir au niveau des 7% d'ici 2020, en raison notamment de la baisse des tensions inflationnistes en Libye et en Egypte. De son côté, le déficit budgétaire de la région s'établit à 6% du PIB en 2018 contre 9,6% une année auparavant.

Selon les dernières prévisions du FMI, l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) réalise une performance soutenue avec un PIB en hausse de 6,4% en 2018. Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par l'essor du secteur des services, des activités commerciales et des activités industrielles. Cette croissance a été portée par le développement des infrastructures de transport et de communication, par le dynamisme des activités extractives et manufacturières ainsi que par le secteur des Bâtiments et Travaux Publics.

Le taux d'inflation de la région augmente quant à lui, pour s'établir à 1,8% en 2018. Cette hausse du niveau général des prix est due principalement au renchérissement des céréales dans certains pays sahéliens. De son côté, le déficit budgétaire de l'UEMOA se creuse pour se fixer à -7,5% du PIB en 2018. Le Comité de Politique Monétaire a décidé, au courant de l'année 2018, de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3%.

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) clôture l'année 2018 avec un PIB en amélioration de 1,7% (vs. 0,3% en 2017). Cette reprise est principalement attribuable aux performances du secteur pétrolier (+2%) et au maintien du rythme des activités dans le secteur non pétrolier (+1,4%). Pour sa part, le niveau de l'inflation a augmenté de +1,5% en 2018 mais demeure en dessous de la norme communautaire. Cela s'explique notamment par la vigueur de la demande intérieure, soutenue par la bonne tenue des activités non pétrolières et des recettes budgétaires. Par ailleurs, la banque centrale régionale (BEAC) continue de resserrer sa politique monétaire : le 31 octobre 2018, le Comité de Politique Monétaire de la BEAC a relevé de 55 points de base son taux directeur, faisant passer le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,5%.



REGARD SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2018

L'économie marocaine a enregistré **une croissance de 3% en 2018**. Celle-ci a notamment été portée par la croissance du PIB agricole, qui a été évaluée à 4%. Le PIB non-agricole a pour sa part augmenté de 2,6%. La consommation des ménages affiche **une croissance de 3,3% sur l'année**. Ces performances sont en baisse par rapport à celles enregistrées en 2017.

La balance commerciale s'est légèrement dégradée : le déficit est en effet passé de 17,8% du PIB en 2017 à 18,3% du PIB en 2018. Cela résulte notamment de l'augmentation du prix du pétrole entre 2017 et 2018.

Les importations affichent ainsi une hausse annuelle de 7,5%, les exportations de 5,8%.

Le flux des investissements directs étrangers (IDE) au Maroc a connu **une nette augmentation, de +28,6%**, et s'établit à 33,5 milliards de dirhams en 2018. Les recettes des Marocains résidant à l'étranger (MRE) ont quant à elles **légèrement baissé, de 1,7%**, et affichent un total de 64,8 milliards de dirhams sur l'année.

Avec une hausse de 4,2% de la consommation finale nationale (en valeur), au lieu de 3,8% l'année précédente, l'épargne nationale se situe à 27,6% du PIB en 2018 (contre 29,1% en 2017). L'investissement brut (FBCF - formation brute de capital fixe - et variation de stocks) a pour sa part représenté 33,5% du PIB en 2018 contre 32,6% une année auparavant.

Sur le plan monétaire, **2018 a été marquée par l'adoption d'un régime de change plus flexible**. Ce régime est basé sur une bande horizontale (+/- 2,5%), à l'intérieur de laquelle le dirham peut fluctuer librement en fonction de l'offre et de la demande sur le marché interbancaire des changes. L'objectif est de renforcer la capacité de l'économie à absorber les chocs externes et de soutenir sa compétitivité.

Entré en vigueur le 11 janvier 2018, ce régime n'a pas eu d'impact significatif sur la volatilité du dirham, qui est restée faible au cours de l'année. Bank Al-Maghrib a par ailleurs maintenu son taux directeur de 2,25%.

Dans ce contexte, l'indice des prix à la consommation (IPC) **a progressé de 1,9%**. Cette hausse a touché aussi bien les produits alimentaires (+1,3%) que les produits non-alimentaires (+1,8%). Il est à noter que les progressions les plus fortes de l'IPC ont été enregistrées à Dakhla (+3%), à Laayoune et Safi (+2,7%), à Fès et Guelmim (+2,2%), à Oujda et Tétouan (+2%), Settat (+0,6%), Beni-Mellal (+1,1%) et Rabat (1,2%) affichent les progressions les plus faibles. L'indicateur annuel d'inflation sous-jacente a pour sa part progressé de 0,7%.

Les comptes nationaux présentent **un déficit budgétaire quasi-stable, de -3,7%**, en 2018 et une dette publique en hausse, s'établissant à 65,8% du PIB. Il est à noter que les dépenses d'investissement ont augmenté de 1,2%, avec un total de 67,8 milliards de dirhams à fin décembre 2018. La commission d'investissement a notamment approuvé **48 projets d'investissement** pour un montant global de 32,32 milliards de dirhams, devant permettre la création de 6 190 emplois directs et 13 952 emplois indirects. 59% de ces projets concernent l'industrie, 11% le dessalement d'eau de mer, 10% le transport et les infrastructures.

Les indicateurs de la bourse de Casablanca ont quant à eux évolué de façon baissière en 2018 : **recul de 8,3% pour le MASI et de 8,6% pour le MADEX**. La capitalisation boursière a diminué de 7,1% entre décembre 2017 et décembre 2018, pour s'établir à 582,2 milliards de dirhams. Le volume des transactions est pour sa part en repli de 24,5%, avec un total de 52,7 milliards de dirhams sur l'année 2018.

Le patrimoine financier des ménages marocains s'est établi à 791 milliards de dirhams en 2018. Cela représente une croissance annuelle moins prononcée qu'en 2017 (+4,4% vs. +6,6%), laquelle s'explique notamment par le ralentissement des dépôts bancaires des ménages. Ces derniers ont en effet progressé de +3,6% au lieu de +6,1% en 2017, se chiffrant à 657,7 milliards de dirhams à fin 2018. Il est à noter que le patrimoine financier des ménages marocains est constitué de dépôts auprès des banques à hauteur de 83%. Le reste se répartit entre les placements en assurance-vie (10%) et ceux en valeurs mobilières (7%).

A fin décembre 2018, l'encours de la dette bancaire des ménages s'est établi à **342 milliards de dirhams, enregistrant une hausse annuelle de +6,1%** contre 4,4% en 2017. Celle-ci provient à la fois de la hausse des prêts à l'habitat et des crédits à la consommation. Le niveau d'endettement moyen par ménage est estimé à 42.500 dirhams à fin 2018, contre 41.000 dirhams une année auparavant. La **part du crédit à la consommation dans l'endettement bancaire des ménages s'est maintenue à 36%** et celle du crédit à l'habitat à 64%. Il est à noter que les banques détiennent près de 85% de cet endettement.

2018 a en outre connu une diminution du nombre de chômeurs au Maroc : celui-ci est en effet passé de 1 216 000 personnes en 2017 à 1 168 000 personnes en 2018, **soit une baisse de 48 000 personnes**. Celle-ci a concerné aussi bien le milieu urbain (- 25 000 personnes) que le milieu rural (-23 000 personnes). Ainsi, **le taux de chômage s'établit à 14,2% en milieu urbain et à 3,5%** en milieu rural. Il est à noter que le chômage affecte surtout les femmes (14% contre 8,4% pour les hommes), les jeunes âgés de 15 à 24 ans (26% contre 7,2% pour les personnes âgées de 25 ans et plus) et les détenteurs d'un diplôme (17,1% contre 3,5% pour les personnes n'ayant aucun diplôme).



FOCUS SUR LE SECTEUR BANCAIRE EN 2018

Au Maroc, le réseau bancaire est constitué, à fin 2018, par **6503 agences bancaires** et **7289 guichets automatiques bancaires**. La croissance du nombre de comptes bancaires a ralenti en 2018, avec un total de 27 millions et une hausse annuelle de +4,7% (contre +6,4% en 2017). Le taux de particuliers ayant au moins un compte bancaire au sein de la population adulte est de 60%, soit 40% pour les femmes et 77% pour les hommes (contre, respectivement, 37% et 77% à fin 2017).

A fin 2018, le bilan total du secteur bancaire s'est établi à **1.341 milliards de dirhams, en hausse de +5,5%**, après 6% en 2017. Les banques ont réalisé un **résultat net bénéficiaire global de 11,1 milliards de dirhams, soit une hausse de 2,9%**, après celle de 17,6% enregistrée en 2017. Ce ralentissement s'explique en partie par la hausse du coût du risque. En baisse de 22,8% en 2017, le coût du risque a en effet de nouveau augmenté en 2018, de +15,9%, pour s'établir à 7,8 milliards de dirhams. Le produit net bancaire s'est pour sa part établi à **47,2 milliards de dirhams, en croissance de +2,7%**.

L'encours brut des crédits a atteint **891 milliards de dirhams, affichant une augmentation de +6,5%** (contre +3,2% en 2017). Cette dernière résulte notamment des opérations de financement du crédit de TVA. L'encours des crédits aux entreprises non financières a connu une progression de +0,7% seulement, après une hausse de 2,6% en 2017. Les crédits bancaires aux ménages ont augmenté de 4,1%, contre 4% l'année précédente, et s'établissent à 284 milliards de dirhams. Le crédit bancaire au secteur public s'est pour sa part accru fortement, de +39,8%, en raison des opérations de financement du crédit de TVA. Enfin, les crédits au secteur privé se sont établis à 765 milliards de dirhams, en progression de 2,4% sur l'année.

En 2018, les dépôts collectés auprès de la clientèle ont totalisé **928 milliards de dirhams, soit une hausse de**

2,9%, moindre que celle de 5,5% observée en 2017. Les dépôts libellés en dirhams représentent 98% du total et affichent une hausse de 3,3% en 2018 (contre 5,2% en 2017). Les dépôts en devises ont en revanche accusé une baisse de 10,7%. Les dépôts des particuliers résidents ont quant à eux connu une hausse de +4,6% pour s'établir à 473,2 milliards de dirhams. Les dépôts des Marocains Résidant à l'Étranger affichent un retournement en termes de croissance annuelle : après des hausses de 5,1% en 2017 et 5,5% en 2016, ils ont décéléré de 0,9% à fin 2018, représentant près de 183 milliards de dirhams. Enfin, les dépôts des entreprises privées ont augmenté de +4% soit 181,2 milliards de dirhams et ceux des entreprises publiques de +18,6%, soit 25,4 milliards de dirhams. Cette croissance marquée s'explique en partie par l'amélioration de leur trésorerie à la suite du financement de leur crédit de TVA.

Le secteur bancaire a en outre été marqué, en 2018, par **le démarrage de l'activité de banques participatives agréées en 2017**. Ont ainsi été octroyés à onze établissements de paiement les premiers agréments pour offrir des services de paiement adossés à des comptes de paiement. Trois d'entre eux sont des filiales de banques.

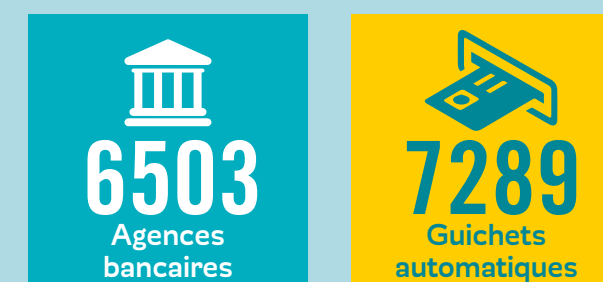
L'activité monétique marocaine a connu une accélération en 2018 : elle a ainsi dépassé le million d'opérations par jour, avec **1.032.520 opérations de retrait et de paiement quotidiennes effectuées au Maroc** par les cartes bancaires marocaines et étrangères. Les cartes bancaires en circulation émises par les banques marocaines ont par ailleurs été évaluées à 15 104 190 au 31 décembre 2018, soit une progression annuelle de **+7,2%**. Surtout, l'activité de paiement via internet a connu une forte hausse : **+25,4% en nombre et +24,4% en volume**. Cette évolution s'est principalement faite à la faveur des grands facturiers, des compagnies aériennes et

des services eGov. Enfin, les opérations (paiement et retrait) effectuées à l'étranger au moyen de cartes bancaires marocaines affichent une progression encore plus conséquente : +62,7% en nombre et +32,8% en volume.

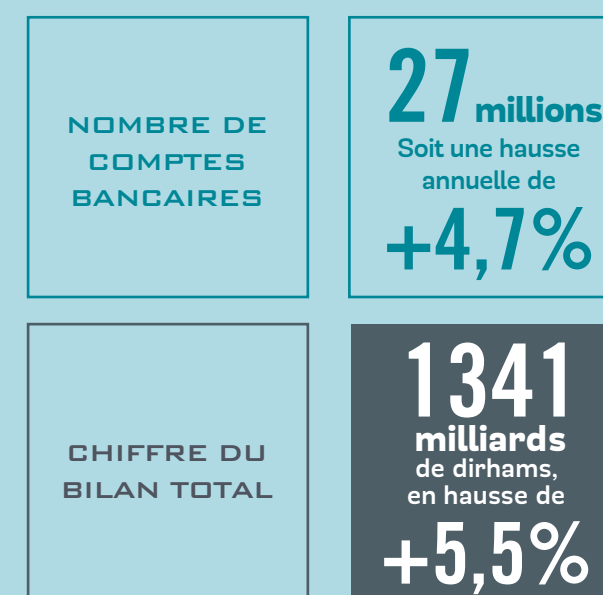
Pour sa part, **Bank Al-Maghrib a poursuivi son renforcement du dispositif réglementaire bancaire**, notamment en apportant des amendements aux exigences en fonds propres : application totale du dispositif de Bâle III, refonte de la classification des créances ou encore nouvelles dispositions en matière de blanchiment d'argent. De même, Bank Al-Maghrib a accompagné les banques dans l'adoption, à partir du 1er janvier 2018, de la norme comptable IFRS 9 au niveau des comptes consolidés. En parallèle, elle a lancé le chantier de la réforme des règles de classification des créances sur base sociale, en convergence avec les normes internationales.

Bank Al-Maghrib a également effectué un suivi de l'impact de la digitalisation des services bancaires et nourri l'échange avec les acteurs financiers afin d'accompagner la transformation numérique du secteur. **Un groupe de travail sur le digital** a ainsi vu le jour. Les enjeux abordés en 2018 ont notamment concerné : l'entrée en relation et l'ouverture de compte bancaire à distance ; l'authentification et l'identification numérique des clients ; le recours à la signature électronique ; également le Cloud Computing.

RÉSEAU BANCAIRE À FIN 2018



BILAN TOTAL DU SECTEUR BANCAIRE À FIN 2018

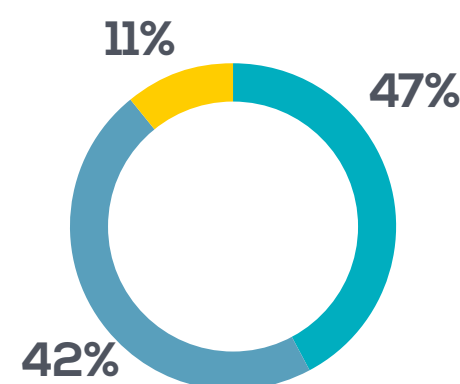


DÉCRYPTAGE DU MARCHÉ DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN 2018

L'activité du crédit à la consommation a débuté au Maroc à la fin des années 30. Les banques et les sociétés de financement sont les deux grands opérateurs de cette activité. Les banques ont toujours été présentes sur ce segment d'activité, mais jusqu'au début des années 90, elles réservaient généralement leurs crédits à leur propre clientèle. Le secteur comporte trois catégories principales de sociétés de financement :

- **les sociétés de crédit-bail ou de leasing** qui financent l'acquisition de biens d'équipement des entreprises et des professionnels ;
- **les sociétés spécialisées** dans le financement de véhicules automobiles de tourisme et utilitaires, neufs ou d'occasion ;
- **les sociétés de crédit à la consommation** qui couvrent les biens de consommation courante (électroménager, cyclomoteur, audio vidéo, etc.).

Il est à noter qu'en 2018 les sociétés de crédit à la consommation ont vu leur part du total-actif se renforcer de 2 points à 47%, les sociétés de crédit-bail et des autres sociétés de financement s'accaparant respectivement 42% et 11%.



Source : Bank Al-Maghrif

- Sociétés de crédit à la consommation
- Sociétés de crédit-bail
- Autres sociétés de financement

Le secteur des sociétés de crédit à la consommation a connu en 2018 la fusion-absorption de deux sociétés de crédit à la consommation et la transformation de l'activité d'une société pour exercer l'activité du crédit-bail. Le secteur se caractérise par une concurrence accrue, qui s'est traduite notamment par un mouvement de concentration. Ainsi, le nombre des sociétés de crédit à la consommation au Maroc s'est établi à 12 sociétés en 2018.

Les produits proposés par les sociétés de crédit à la consommation peuvent être répartis selon les catégories suivantes :

- **le prêt affecté** est un crédit à la consommation affecté au financement d'un bien ou produit ou d'une prestation de services déterminée. Dans la pratique, il s'agit d'un prêt dont l'octroi est subordonné à l'acquisition d'un bien ou d'un service. Il concerne l'automobile et les biens d'équipement domestique ;
- **le prêt non affecté** consiste en l'octroi par la société de crédit au demandeur de crédit d'une somme d'argent que ce dernier peut utiliser à sa guise. Il prend la forme d'un prêt personnel ou d'un prêt revolving ;
- **le crédit renouvelable** ou revolving offre une réserve d'argent permanente au client qui l'utilise en partie ou en totalité. Les intérêts payés ne sont dus que sur le montant effectivement utilisé. Le client dispose d'une carte qui lui est confiée par la société. Cette carte permet d'effectuer des achats auprès de commerçants affiliés et, dans certains cas, des retraits au niveau des guichets automatiques bancaires ;
- **la Location avec Option d'Achat (LOA)** est aussi connue comme location avec promesse de vente ou bail avec option d'achat. Cette formule est adaptée à l'acquisition de biens d'équipement permettant à l'acquéreur une jouissance du bien sans en être le propriétaire tout en lui offrant la possibilité de l'acquiescer en fin de contrat. L'utilisateur, locataire du bien, doit s'acquiescer des charges (assurance, carburant, entretien, etc.) comme s'il en était le propriétaire.



CHIFFRES-CLÉS

En 2018, les sociétés de crédit à la consommation affichent un PNB de 3,4 milliards de dirhams, en hausse de +4,7% (vs. +1,2% en 2017). Le coût du risque s'est pour sa part accru de près de 19% à 632 millions de dirhams. Le résultat net dégagé par les sociétés de crédit à la consommation s'est ainsi établi à 901 millions de dirhams, en baisse de 2,4% après une hausse de 5,5% en 2017.

ENCOURS

En 2018, les encours bruts des crédits à la consommation s'élevèrent à **58,1 milliards de dirhams**, enregistrant une croissance annuelle moyenne de **+7,7% entre 2017 et 2018**.

Les crédits non affectés représentent **26,3 milliards de dirhams**. Ces derniers comprennent essentiellement des Prêts Personnels (98,8% du total, soit 26 milliards de dirhams), le reliquat étant représenté par les crédits Revolving. En 2018, les encours de crédits non affectés affichent une **hausse de +1,5%**. Le Revolving a pour sa part connu une nette augmentation, de 38,7%.

Pour leur part, les crédits affectés se sont élevés à **31,8 milliards de dirhams**. Ils sont essentiellement destinés à l'achat de véhicules (à 98,3%, soit 31,24 milliards de dirhams) et à l'équipement des ménages (à 1,7%, soit 0,55 milliards de dirhams). Au titre de l'exercice 2018, les crédits affectés s'élevèrent à **31,8 milliards de dirhams, en hausse de 13,4%** par rapport à l'exercice antérieur.

La croissance du crédit automobile en 2018 est de **+13,5%** par rapport à 2017, sous l'effet de l'augmentation des ventes des véhicules neufs au Maroc (+5,2%). Cette augmentation procède notamment des offres promotionnelles proposées durant le salon Auto-Expo. Cette dynamique a notamment profité à la LOA dont l'encours s'établit à 20,1 milliards de dirhams à fin 2018, soit une hausse de +14,6% par rapport à 2017.

PRODUCTION

Au titre de l'exercice 2018, la production nette de crédit à la consommation s'éleva à **19,1 milliards de dirhams**, enregistrant une croissance de **+9,1% entre 2017 et 2018**.

Celle-ci résulte notamment de la hausse de +12,5% des crédits affectés, qui s'élevèrent à 12,1 milliards de dirhams en 2018. Le Crédit Automobile affiche pour sa part une hausse de 12,6%, pour s'établir à 11,4 milliards de dirhams, et le Crédit Equipement des ménages de 10,2%, avec un total de 0,7 milliard de dirhams.

Les crédits non affectés ont connu une augmentation plus modeste, de +3,6%, et s'élevèrent à 6,9 milliards de dirhams. Ils ont surtout été portés par la hausse du Prêt Personnel (+3,2%, soit un total de 6,8 milliards de dirhams). Celle-ci s'explique par le développement des prêts bancaires (+8,4%), notamment à l'attention des fonctionnaires.



En 2018, Wafasalaf a confirmé son leadership sur l'ensemble des activités, en affichant une **part de marché à 31,8%**.

En MDH	2017	2018	Variation
Production globale	11 522	12 570	9,1%
Production portée	5 208	5 520	6,0%
Production gérée	6 314	7 520	11,7%
Encours global	29 597	32 067	8%
Encours porté	12 643	13 263	4,9%
Encours géré	16 954	18 804	10,9%

La production globale s'est consolidée de **9,1%**, à **12,6 milliards de dirhams**, à fin décembre 2018, suite à l'amélioration de 6%, à 5,5 milliards de dirhams, de la production portée et à l'accroissement de 11,7%, à 7,1 milliards de dirhams, de la production gérée. De son côté, **l'encours global a augmenté de 8% s'établissant à 32,1 milliards de dirhams** en lien avec la hausse de 4,9%, à 13,3 milliards de dirhams, de l'encours porté et la progression de 10,9%, à 18,8 milliards, de l'encours géré.

En ce qui concerne la production portée, il est à noter que le poids des crédits attribués aux particuliers enregistre un repli entre 2017 et 2018 au profit des autres catégories (commerçants, sociétés hors loueurs, loueurs) Il s'établit ainsi à **55,4%** des crédits attribués (59,6% en 2017).

Au cours de l'année 2018, **Wafasalaf a clôturé avec succès sa première opération de titrisation d'un montant de 250 millions de dirhams**. L'opération a porté sur la cession d'un portefeuille de créances

résultant de crédits à la consommation, octroyés par Wafasalaf et destinés exclusivement à des fonctionnaires de l'Etat marocain.

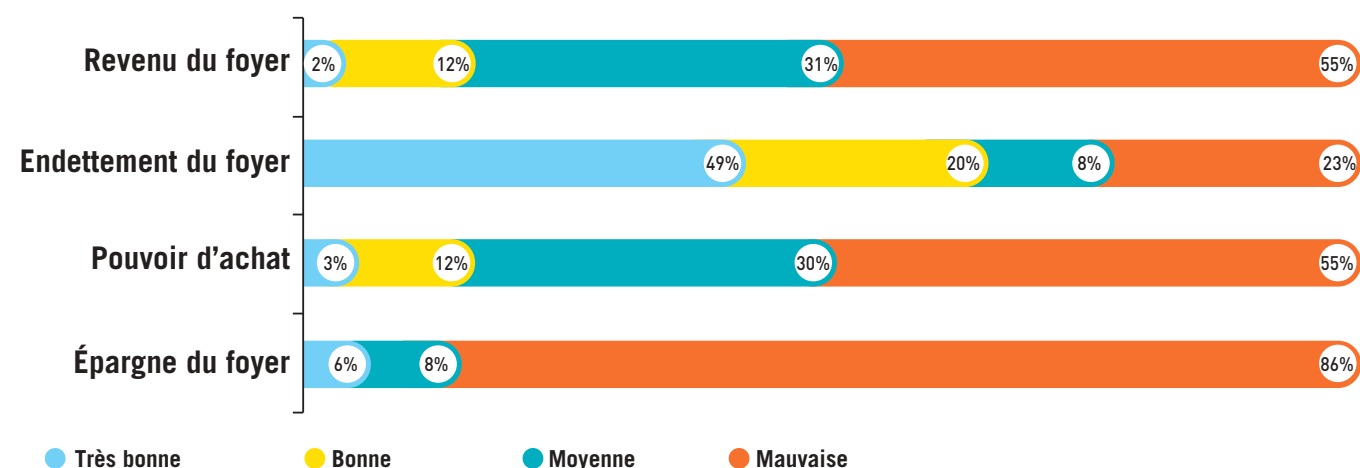
En termes de résultats, **le produit net bancaire s'est établi à 1 054,6 millions de dirhams**. Le résultat net consolidé s'est établi, quant à lui, à 315 millions de dirhams.

DÉMOGRAPHIE

Le crédit à la consommation ne peut être dissocié de la situation financière globale des ménages concernés. **L'Observatoire Wafasalaf de la consommation a réalisé en avril 2019 une enquête sur la perception des ménages marocains à l'égard de leur situation économique.** Cette enquête a notamment porté sur l'évolution de la situation économique des ménages sur les douze derniers mois.

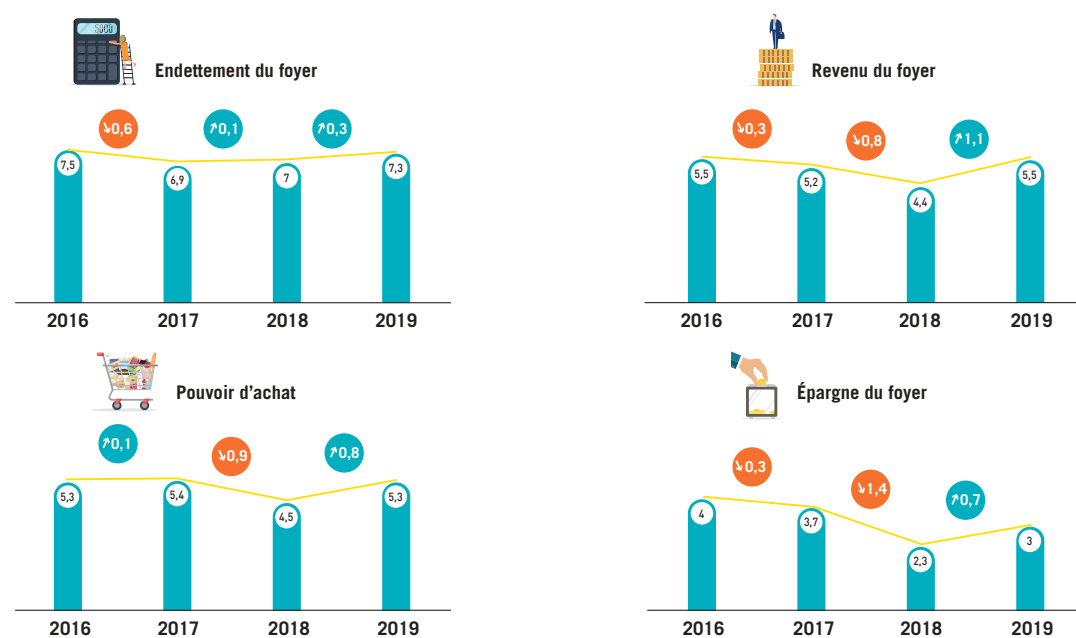
Il importe à cet égard de rappeler que les indicateurs de la perception évalués en 2018 présentaient des niveaux plutôt faibles, à l'exception de l'endettement :

- 55% des ménages jugeant leur situation mauvaise en termes de pouvoir d'achat et de revenu ;
- 86% des ménages jugeant leur situation mauvaise en termes d'épargne
- 69% des ménages jugeant, en revanche, leur situation bonne ou très bonne en termes d'endettement.



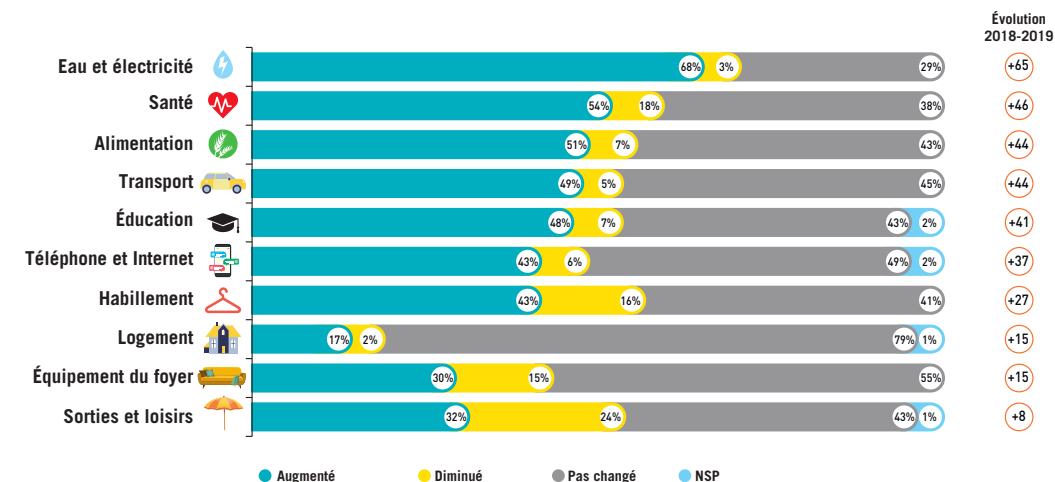
En 2019, les résultats font apparaître deux éléments dont l'apparente contradiction présente un intérêt : la majorité des foyers estiment que leur situation économique est demeurée stable sur les douze derniers mois, et ce en termes de revenu, d'endettement, de pouvoir d'achat et d'épargne. Une forte minorité estime par ailleurs qu'elle s'est dégradée sur les plans de l'épargne, du pouvoir d'achat et du revenu.

La comparaison des indicateurs de la perception à date indique au contraire une légère amélioration entre 2018 et 2019. Ainsi, la perception sur le plan de l'endettement s'est améliorée de 4 points, sur le plan du revenu de 3 points, sur le plan de l'épargne de 4 points. Seule la perception du pouvoir d'achat a perdu 1 point entre 2018 et 2019.



Les chiffres des graphiques indiquent une note moyenne des réponses « très bonne + bonne »

Il semblerait donc que cette progression, courant 2018, n'ait pas été ressentie comme telle par les ménages marocains. Ce point peut être notamment corrélé à la perception des principaux postes de dépenses, lesquels ont été perçus en augmentation, entre 2018 et 2019, par une majorité de ménages marocains. Les dépenses d'eau et d'électricité, mais aussi la santé, l'alimentation, le transport et l'éducation sont les premières concernées par cette évolution.

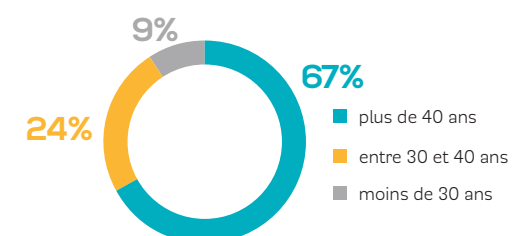


PROFIL DES SOUSCRIPTEURS

Les résultats qui précèdent déterminent significativement la capacité des consommateurs marocains à contracter un crédit à la consommation. A cet état des lieux s'ajoutent deux variables, que sont l'âge et le revenu, pour définir le profil-type des souscripteurs.

Ainsi, il apparaît que le taux de pénétration du crédit à la consommation demeure assez différencié selon les tranches d'âge. **Les personnes de plus de 40 ans représentent près de 67%** du nombre total des dossiers, contre 24% pour les personnes ayant entre 30 et 40 ans. 9% seulement des dossiers correspondent à des personnes de moins de 30 ans.

Taux de pénétration du crédit à la consommation par âge



Le revenu constitue, après l'âge, une variable significative expliquant le recours au crédit à la consommation. Près de 36% des dossiers de crédit sont octroyés à des personnes disposant d'un revenu mensuel inférieur à 4.000 dirhams mensuel. Les personnes ayant un revenu compris entre 6.000 et 10.000 dirhams constituent la tranche la moins bien représentée, avec une part de 18% des dossiers. 22% des dossiers concernent des personnes au revenu compris entre 4000 et 6000 dirhams et 24% de plus de 10 000 dirhams.

POPULATIONS CIBLES

Certaines catégories de la population sont particulièrement représentées sur le marché du crédit à la consommation : il s'agit **d'une part des fonctionnaires, d'autre part des retraités**. Il est à noter que la population de fonctionnaires a connu un rajeunissement de ses effectifs ces dernières années : 44% des fonctionnaires ont aujourd'hui moins de 35 ans, ils n'étaient que 24% en 2013. Cette évolution ne fait qu'accroître le potentiel de cette catégorie de la population pour le marché du crédit à la consommation.

Le marché des prêts bancaires, initialement réservé aux salariés, connaît pour sa part une mutation avec l'élargissement des cibles et l'augmentation du potentiel des retraités. En particulier, les professions libérales, les artisans et les commerçants font l'objet d'une attention accrue de la part des acteurs du crédit à la consommation: Wafasalaf est ainsi **le premier organisme à avoir conçu une offre dédiée aux besoins et aux attentes des artisans et des commerçants marocains**. Initiée en 2016, elle a été déployée à grande échelle en 2017.

Populations cibles en chiffres

Fonctionnaires civils	570.000
Employés des organismes semi-publics	77.300
Collectivités locales	151.000
Professions libérales	804.724 (fin 2015)
Artisans et commerçants	208 349 (fin 2016)
Pensionnés des principales caisses	590.000
Retraités fonctionnaires	344.482

SECTEURS STRATÉGIQUES

SECTEUR AUTOMOBILE

En 2018, les ventes automobiles ont connu une croissance de 5,2% par rapport à 2017, soit 177 359 véhicules contre 168 593 l'année précédente. Cette croissance est à mettre au regard de celle, à deux chiffres (soit 25,3%), obtenue par le secteur en 2016 : 2016 et 2018 sont en effet deux années marquées par la tenue du salon Auto Expo, le rendez-vous phare du secteur au Maroc.

Le segment des véhicules particuliers a progressé de 5%, celui des véhicules utilitaires légers de 6,8%. Au sein du segment des véhicules particuliers, ce sont les SUV qui affichent la plus forte progression en 2018 (+27,4%). Ils sont suivis par les ludospaces (+17,9%). Les citadines n'ont pour leur part pas connu de progression sur l'année, mais représentent toujours plus du quart des ventes de ce segment (25,8%).



ADIL BENNANI

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AUTO NEJMA
ET PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES
IMPORTATEURS DE VÉHICULES AU MAROC
(AIVAM)

La voiture est un bien très convoité au Maroc. Le taux d'équipement actuel se situe en effet à un niveau encore faible. Or, souvent, la voiture est la principale, si ce n'est la seule solution de mobilité. Le nombre d'unités vendues en 2018 traduit cet engouement, mais il révèle aussi les freins qui peuvent se présenter aux ménages souhaitant faire l'acquisition d'un véhicule. Cette dernière dépend en effet de facteurs tels que l'accès au crédit, la capacité d'endettement... Si ces freins étaient levés, nul doute que les ventes seraient supérieures, à la mesure des besoins de la population marocaine.

En matière de motorisation, le diesel domine très largement avec 93,9% des parts de marché. L'essence et l'hybride représentent respectivement 5,5% et 0,6% des parts de marché. Il est toutefois à noter que l'hybride électrique a connu une croissance importante depuis 2016 : 181 véhicules vendus en 2016, 342 en 2017 et 1 140 en 2018. Suivant la dernière enquête de l'Observatoire Wafasalaf de la consommation sur l'automobile (avril 2018), seuls 28% des Marocains avaient en effet entendu parler des véhicules hybrides. Néanmoins 83% d'entre eux s'étaient dit intéressés par ce type de véhicules.

En ce qui concerne les marques, le groupe Renault remporte les deux premières places du classement, avec Dacia (48 163 unités) et Renault (23 062 unités), soit une part de marché totale de 43,6%. Il est suivi par Volkswagen puis par Peugeot dont les ventes sont en hausse de +11,4% en 2018. Hyundai, Fiat, Citroen, Ford, Nissan et Toyota complètent le classement des 10 premières marques automobiles au Maroc. Ainsi agrégées, elles représentent 85,5% du marché.

Les ventes de voiture haut-de-gamme représentent encore une part marginale (7%) du marché de la voiture particulière au Maroc. Toutefois, elles enregistrent en 2018 une progression de 17,4%, avec 12 603 unités vendues. Cette progression est quatre fois supérieure à celle des marques généralistes (4,1%). Mercedes-Benz domine ce segment avec 3.105 voitures particulières vendues.

En outre, il est à noter que le prix moyen du véhicule acheté en 2018 est de 225.000 dirhams, contre 203.000 dirhams une année auparavant. L'âge moyen des acheteurs est de 43 ans. Les hommes comptent pour 68% des acheteurs, et les femmes pour 32% (vs. 70/30 en 2017). 15% des acheteurs ont moins de 30 ans (17% en 2017).

Qu'il s'agisse d'un achat à l'état neuf ou usagé, les critères les plus importants pour le choix d'un véhicule automobile sont la marque, le prix et la motorisation, mais aussi la garantie dans le cas du neuf. Les visites des concessionnaires (50%) et les proches (43%) sont les principales sources d'informations dans le cas de l'achat d'un véhicule neuf, alors que les acheteurs de véhicules usagés s'appuient sur les proches (64%) et les sites de vente sur Internet (31%). Ces données peuvent être lues à l'aune des tendances observées en France, où le point de vente physique demeure le premier point de contact décisif pour l'achat (41%), suivi par l'entourage (28%) et Internet (17%), que ce soit pour essayer le véhicule (35%), pour négocier le prix de vente (28%) ou, encore, pour finaliser l'achat (31%).

Le financement d'automobiles en leasing et en crédit à la consommation a concerné plus de 100 000 unités en 2018, soit une hausse de 4,2% (4 120 unités) par rapport à 2017. L'apport moyen est de 38% du montant pour une durée de 47 mois (41% pour la même durée en 2017). L'APSF (Association Professionnelle des Sociétés de Financement) en a recensé le détail dans le tableau suivant : Les chiffres concernant le crédit à la consommation recouperont ceux indiqués ci-avant.

	2017	2018	Variation 18/17	
			Nombre	%
Dossiers automobiles financés en crédit à la consommation	89 081	85 733	3 348	3,9
Crédit classique	44 690	43 238	1 452	3,4
LOA	44 391	42 495	1 896	4,5
Dossiers automobiles financés en crédit-bail	29 036	32 067	10,4%	6,8
Véhicules utilitaires	12 125	11 353	772	5,8
Véhicules de tourisme*	5 895	5 462	433	7,9
Total dossiers financés en crédit à la consommation et crédit-bail	101 206	97 086	4 120	4,2

Ces chiffres peuvent être mis en regard avec ceux du marché français : la LOA représente 55% des parts du marché du financement automobile en France, avec un volume total de 735 millions d'euros en 2018. La LOA a ainsi connu une hausse annuelle de 17,5%, contre 6,7% pour les crédits classiques. La croissance est encore plus significative en ce qui concerne l'occasion, avec une hausse de 41,7%.

Notons enfin que la Location Longue durée (LLD) suscite un intérêt plutôt prononcé auprès des consommateurs marocains : toujours selon l'Observatoire Wafasalaf de la consommation, deux personnes sur trois jugent en effet le concept intéressant (30%) voire très intéressant (33%).



L'année 2018 a connu une montée en puissance de l'activité de financement Automobile. Wafasalaf a ainsi renforcé ses partenariats avec le secteur :



ABDELOUAHAB ENNACIRI

DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
DE SCAMA (FORD)

L'automobile est une solution de mobilité très convoitée, en particulier dans les grandes villes du Maroc. Or, le taux de motorisation au Maroc est encore faible, autour de 100 unités pour 1000 habitants, soit en-deçà des niveaux atteints par d'autres pays de l'Afrique du Nord ou la Turquie. Le marché de l'automobile a ainsi progressé de plus de 6% par an depuis 2006 et il est appelé à progresser davantage dans les prochaines années. Notons à cet égard que l'accès au crédit en est un facteur déterminant.

- en signant, en avril, un accord avec Auto Nejma, leader du segment premium au Maroc, portant la création de la marque blanche "Auto Nejma Finance"
- en signant, en septembre, une convention avec Global Engines (Hyundai)
- en consolidant ses accords de partenariats avec Sopriam, FORD, CAC et FCA

L'année a également été marquée par la participation du groupe Attijariwafa bank à la 11ème édition du Salon Auto-Expo. Wafasalaf a innové en y proposant un traitement personnalisé et réactif des dossiers avec les marques.

SECTEUR EQUIPEMENT DES MÉNAGES



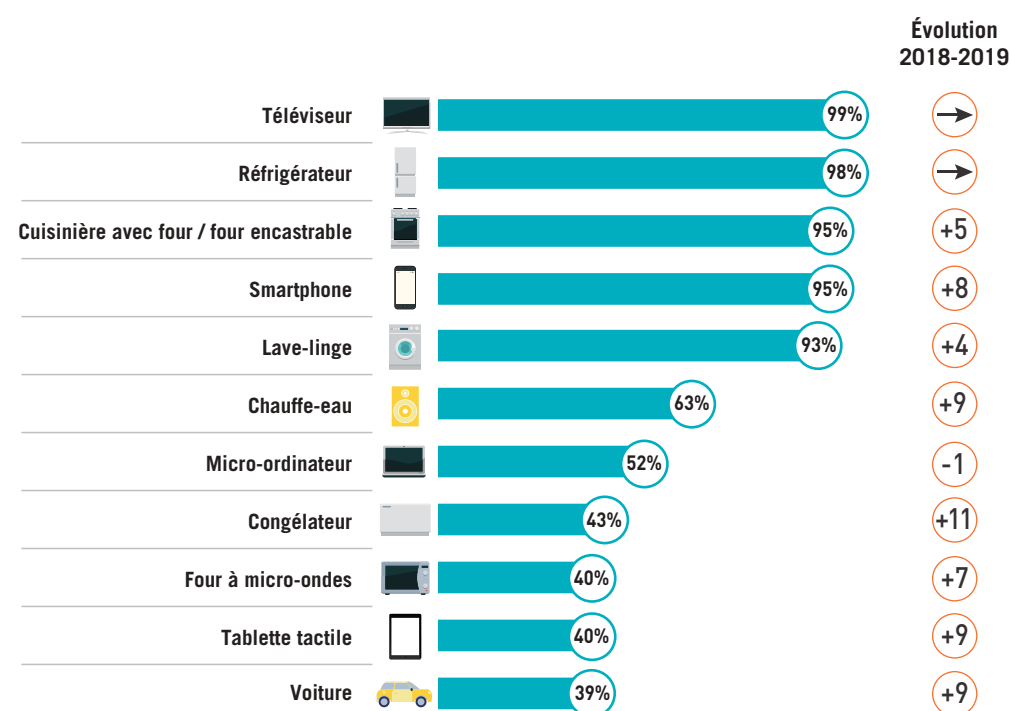
MUSTAPHA EL AIDI

DIRECTEUR DES ACHATS MARJANE HOLDING

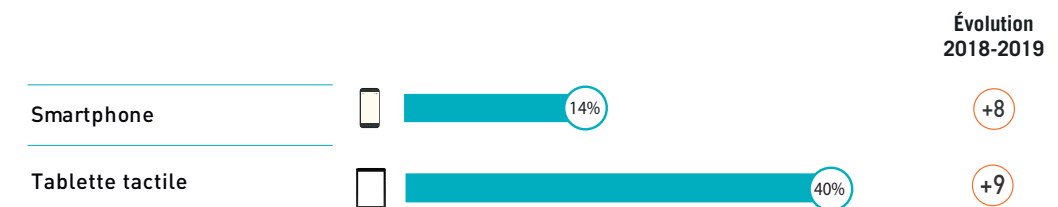
En matière d'équipements, les ménages marocains sont principalement dans une logique de renouvellement. Souvent, ils renouvellent pour monter en gamme. C'est par exemple le cas du réfrigérateur, où ils optent pour un litrage plus important. En ce qui concerne la télévision, deux approches se côtoient : il s'agit d'une part d'équiper les autres pièces du logement, d'autre part d'opter pour du matériel dernière génération, comme l'Ultra HD, le Smart... En ce qui concerne les Smartphones, le marché a connu une légère stagnation par rapport aux années précédentes. Les consommateurs tendent en effet à attendre des innovations plus tangibles pour renouveler leur matériel. Mais il ne fait aucun doute que ce marché va continuer sa croissance car la place du Smartphone dans notre quotidien ne fait que grandir.

L'Observatoire Wafasalaf de la consommation intègre dans son enquête annuelle sur la situation économique des ménages des données concernant l'équipement, et portant à la fois sur la progression du taux de pénétration des principaux équipements et sur les intentions d'achats.

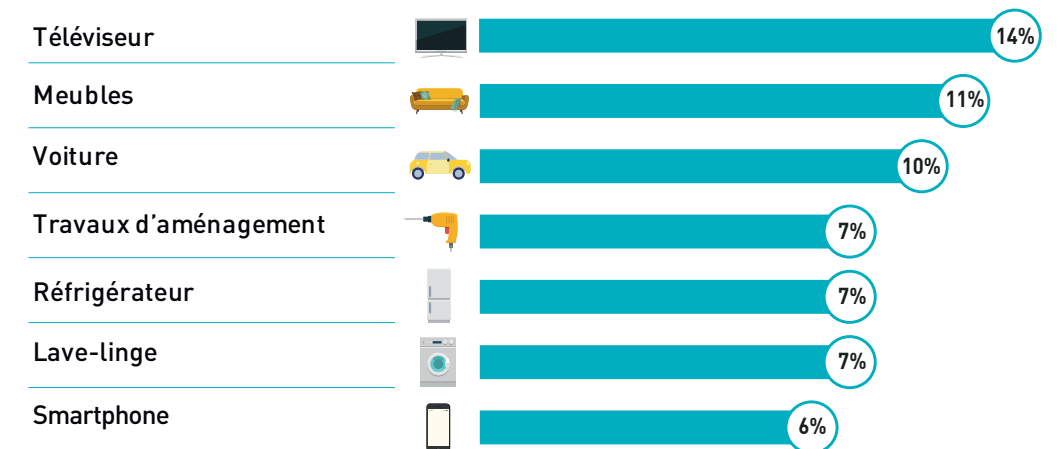
L'enquête réalisée en avril 2019 fait ainsi apparaître que les équipements les plus présents dans les foyers marocains sont les téléviseurs, les réfrigérateurs, les cuisinières avec four, les lave-linges et les Smartphones, dont les taux de pénétration dépassent les 90%.



Suivant cette même enquête, l'année 2018 a été marquée par une progression modérée des taux d'équipement des ménages sur la presque totalité des équipements. Les smartphones (95% vs. 87%) et tablettes tactiles (40% vs. 31%) figurent parmi les équipements qui ont connu la plus forte progression annuelle en termes de pénétration.



Ces résultats sont à mettre en regard avec les intentions d'achat déclarées lors de la précédente enquête de l'Observatoire, réalisée en mars 2018. Ainsi, les téléviseurs (14% des répondants), les meubles pour salon (11%) étaient arrivés en tête des intentions d'achat. Ces résultats n'étaient pas sans lien avec la tenue de la Coupe du monde de football. S'en étaient suivis les travaux d'aménagement, les réfrigérateurs et les lave-linges, avec 7% d'intentions d'achats. Les Smartphones avaient réuni quant à eux 6% d'intentions d'achats.



Enfin, selon l'enquête de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) pour l'année 2018, il est à noter que 60,6% des ménages marocains (soit 4,9 millions) sont équipés en ordinateurs et tablettes, lesquels enregistrent ainsi, sur les huit dernières années, un taux de croissance moyenne annuelle de 7,5%.



ZOOM USAGES DE L'INTERNET AU MAROC



M. BENOIT DE VIGNE
CHIEF OPERATIONS OFFICER DE JUMIA
MAROC

L'un des ressorts du développement de l'e-commerce au Maroc consiste selon nous à informer les consommateurs de la possibilité de payer en cash à la livraison du produit. C'est en tout cas une option que nous proposons et qui résout grandement le problème de confiance. Notre expérience nous enseigne en effet que les consommateurs nourrissent surtout des réticences vis-à-vis du paiement en ligne. Ainsi, ce dernier représente moins de 3% du volume total réalisé par Jumia au Maroc. Egalement, gagner en précision et, idéalement, continuer à réduire les délais pour faire parvenir le produit à son destinataire seront des leviers précieux pour accroître l'attractivité de l'e-commerce auprès des ménages marocains.

Dans son enquête annuelle, l'ANRT indique que **74,2% des ménages sont dotés d'un accès internet en 2018**, soit 8 ménages sur 10 en milieu urbain et 6 ménages sur 10 en milieu rural. Ainsi, **en 8 ans, l'équipement des ménages en accès internet a été multiplié par trois**. C'est l'internet mobile qui génère le plus fort engouement : 7 ménages sur 10 en sont équipés. En outre, l'utilisation d'Internet est quotidienne pour 3 internautes sur 4 et près de 6 internautes sur 10 y passent plus d'une heure chaque jour. Avec **un taux de pénétration de 96,4%**, les réseaux sociaux ont la faveur des internautes marocains. Près de 8 internautes sur 10 les fréquentent tous les jours. Pour la catégorie des 12-18 ans, le taux de fréquentation des réseaux sociaux frôle même les 100%. La messagerie WhatsApp arrive en première position au sein des utilisateurs des réseaux sociaux au Maroc : 96,5% d'entre eux en font usage. Elle est suivie par Youtube (90,6%), Facebook (88,4%) et enfin Instagram (44,7%).

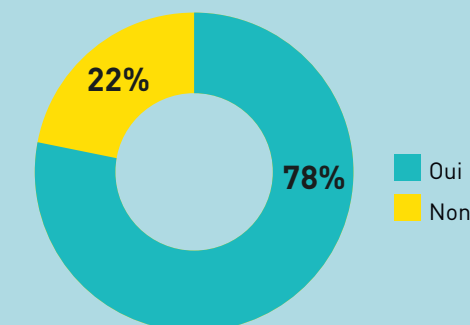


Toujours suivant les données récoltées par l'ANRT, l'e-commerce a continué sa progression en 2018 et affiche ainsi une **augmentation de près de 21,3% entre 2016 et 2018**. Son usage est plus répandu en milieu urbain et parmi les hommes. Près de la moitié des individus ayant effectué des achats en ligne en 2018 l'ont fait de 2 à 5 fois. Ils sont 68,8% à y avoir acheté des vêtements, qui arrivent ainsi très largement en tête des produits achetés sur internet. S'ensuivent le paiement des factures (30,4%), les produits cosmétiques (29%), les produits de voyage (28,5%) ou encore les équipements informatiques (22,9%). La notoriété de la marque et la sécurité du site marchand constituent les premiers critères de choix des sites d'achats en ligne. Enfin, il est à noter le manque de confiance compte parmi les principaux freins au recours au e-commerce au Maroc, outre une préférence marquée pour l'achat direct.

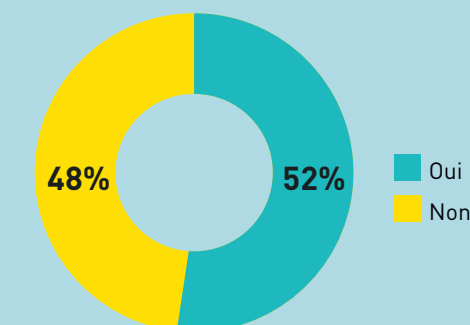
Le e-commerce est notamment apprécié pour la possibilité d'effectuer ses achats à tout moment et d'éviter l'affluence dans les magasins et la perte de temps.



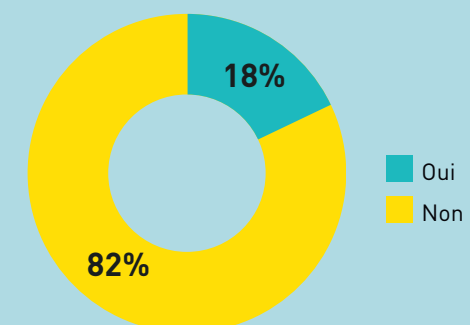
Savez-vous que vous pouvez effectuer des achats ou des paiements de produits et services à partir d'un site Internet ou d'une application, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, sans avoir à vous déplacer en magasin ?



Vous arrive-t-il d'aller sur des sites de commerce sur Internet que ce soit pour acheter ou juste pour voir ?



Avez-vous déjà fait un ou plusieurs achats ou paiements de produits ou services sur Internet ou à partir d'une application ?



Source : Observatoire Wafasalaf de la consommation 2019



RISQUE ET CONFORMITÉ

Sur le plan réglementaire, le secteur a continué de s'aligner sur les évolutions observées en Europe : à la fois sur le plan de la gouvernance des entités et de la protection du consommateur. Ainsi, 2018 a connu la publication d'arrêtés ministériels portant homologation des circulaires de Bank Al-Maghrib relatives aux administrateurs indépendants ainsi qu'à la médiation bancaire. Bank Al-Maghrib a également publié deux circulaires relatives au comité d'audit et des risques.

L'adoption de la norme IFRS 9 précédemment mentionnée a aussi impacté le secteur du crédit à la consommation. Cette norme, qui remplace la norme IS 39, vise à anticiper le risque par la création de provisions sur les encours sains en fonction de la probabilité de défaut associée aux scores de comportement. Les pertes attendues sont donc désormais provisionnées, et plus seulement les pertes avérées.

Il convient de signaler également l'ouverture du Crédit Bureau à la concurrence : suite à une décision de Bank Al-Maghrib, le marché est désormais partagé par deux acteurs. Enfin, il est à noter que les années à venir devraient connaître des évolutions sur le plan de la protection des données personnelles, en référence au RGPD européen.



Wafasalaf veille non seulement à se conformer scrupuleusement à toutes les évolutions réglementaires, mais encore à s'aligner sur les meilleurs standards internationaux en matière de risques et de conformité.

En 2018, la gestion des risques a ainsi bénéficié de la mise en place de limites dans le cadre du dispositif «d'appétence et stratégie risques». Ces limites sont pilotées mensuellement, dans un souci d'adaptabilité et de réactivité.

Une nouvelle grille de score a été mise en place pour les crédits à la consommation gérés pour le compte de nos partenaires et une stratégie d'octroi spécifique a été pensée par segment de clientèle. Ces évolutions visent à garantir le meilleur accompagnement des consommateurs dans leurs projets tout en préservant leur taux d'endettement.

L'adoption de la norme IFRS 9 s'est, pour sa part, déroulée sans problèmes. Il n'en reste pas moins que pour Wafasalaf, l'année 2018 a été associée à une hausse du coût du risque, en raison de l'ouverture accrue à des marchés plus exposés.

WAFASALAF VEILLE NON SEULEMENT À SE CONFORMER SCRUPULEUSEMENT À TOUTES LES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES, MAIS ENCORE À S'ALIGNER SUR LES MEILLEURS STANDARDS INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DE RISQUE ET DE CONFORMITÉ.

Cette évolution, bien qu'attendue, engage l'entreprise à viser des niveaux de risques plus acceptables pour l'année 2019. A cet égard, il est à noter que l'année 2019 sera celle de la mise à jour de tous les scores d'octroi. Cette mise à jour permettra notamment d'intégrer de nouvelles informations disponibles via le Crédit Bureau.

En matière de conformité et de sécurité financière, 2018 a été marquée par le lancement d'un appel d'offres pour l'acquisition d'une solution de filtrage et de profilage LAB/FT (lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme), ainsi que par la programmation d'un cycle de formation en mode e-learning sur les risques LAB/FT et la Déontologie destiné à l'ensemble des collaborateurs.

La sécurité des systèmes informatiques est une priorité renouvelée d'année en année. Cela va de pair avec le rôle croissant et déterminant joué par les technologies informatiques dans le déploiement de l'activité. En 2018, une entité opérationnelle dédiée à la sécurité informatique a ainsi vu le jour. Des tests de sécurité et de continuité d'activité ont également été réalisés à travers les tests PSI et PCA.

PROCESSUS ET ORGANISATION

Wafasalaf entend mettre à profit les évolutions réglementaires et technologiques pour offrir à ses clients et futurs clients la meilleure qualité de service. Qui dit qualité de service dit réactivité, transparence, conseil : trois engagements que l'entreprise a pris envers l'ensemble de ses parties prenantes depuis 2014. Avec le développement incessant des technologies numériques, ces engagements trouvent de nouveaux moyens de se concrétiser au quotidien. Ils constituent plus que jamais des axes de différenciation pour l'entreprise. Les innovations en cours visent en effet à transformer, suivant le plan Act4Best, l'expérience client de façon inédite.

2018 a ainsi été marquée par le **déploiement d'une solution d'acceptation automatique** dans le réseau de Grande Distribution et pour l'Automobile. En effet, les clients qui se présentent dans les magasins de Grande Distribution et les concessions Automobiles sont de plus en plus exigeants sur les délais de réponse. La solution d'acceptation immédiate permet de satisfaire leurs exigences, sur la base des éléments issus du système de scoring ainsi que des règles d'acceptation en vigueur. Cela se traduit non seulement par plus de réactivité, mais aussi d'efficacité opérationnelle pour les clients et les partenaires de Wafasalaf.

Egalement, la Direction du Traitement du Risque a mis en place le **paiement en ligne des impayés**. Les clients en phase de traitement amiable peuvent ainsi régler leurs impayés à tout moment, 24h/24 et 7j/7, par simple accès au site internet de Wafasalaf. Ce service est une étape supplémentaire dans la digitalisation des processus telle que la prévoit l'actuel Plan à Moyen-Terme.

La transformation engagée n'est pas seulement technologique, elle est également humaine. **Les équipes en charge du service client ont ainsi bénéficié d'une réorganisation et d'une spécialisation** afin de renforcer encore davantage la proximité envers les clients et prospects en s'adaptant aux nouveaux comportements de consommation. Cela a impliqué un volet technique important, à travers la mise en place d'un outillage à la pointe de la technologie.

Les plateformes de recouvrement ont aussi été repensées suivant l'activité portée d'une part, l'activité gérée d'autre part. Le niveau de management a été renforcé. De nouveaux moyens ont été fournis aux équipes, permettant par exemple d'automatiser en partie les appels. Ces évolutions ont permis d'accélérer encore davantage le processus et par conséquent de réaliser un nouveau gain de productivité.

2018 a connu le lancement d'autres projets visant à la digitalisation des processus : la numérisation de l'archivage des dossiers, la mise à disposition de tablettes pour les recouvreurs terrain. Une version 2 du chatbot de Wafasalaf est aussi en préparation. Les processus marketing sont pour leur part en train

d'être révisés en vue d'instaurer un marketing unifié multicanal. Ces projets, qui visent eux aussi à améliorer la productivité de l'activité, seront finalisés au courant de l'année 2019.

In fine, l'accélération de la digitalisation des processus et l'innovation technologiques ont permis à Wafasalaf **d'accroître sa production internet de +34% par rapport à 2017**, et d'atteindre **un taux de satisfaction client qui dépasse les 85%** sur la dernière vague d'enquête mystère réalisée. **L'année 2019 sera l'année d'aboutissement de la transformation digitale de Wafasalaf** avec, notamment, le lancement du nouveau site transactionnel 100% "client-centric".

En cours de déploiement, ce nouveau site a en effet été conçu pour et par le client. Il répond à cinq orientations majeures :

- **Faciliter le parcours client** : simulation de crédit adaptée aux besoins ; demande de crédit en ligne avec possibilité de joindre les pièces justificatives ; obtention de l'accord de principe immédiat et accompagnement téléphonique personnalisé
- **Informier et fidéliser le client** avec la mise en place d'un espace client permettant un suivi en temps réel de sa situation
- **Multiplier les modalités de paiement des impayés**
- **Proposer un SAV dernière génération** permettant d'obtenir en temps réel une main levée, une autorisation de quitter le territoire, le tableau d'amortissement, le report de l'échéance ou encore l'attestation de fin de crédit
- **Offrir la possibilité d'échanger avec un chargé de clientèle via le chat en ligne** en plus des canaux de communication traditionnels.

L'OBSERVATOIRE DE LA
CONSOMMATION DES MÉNAGES,
UNE DÉMARCHE ENGAGÉE
POUR COMPRENDRE LA SOCIÉTÉ
MAROCAINE ET SES ÉVOLUTIONS



L'Observatoire Wafasalaf de la consommation des ménages a été lancé en mai 2016. Depuis trois ans, il a pour vocation de **contribuer à la compréhension des enjeux de croissance et de développement** de la société marocaine. Son travail repose sur les expertises conjointes du cabinet LMS-CSA, en charge des enquêtes d'opinion, des experts associés et de Wafasalaf, leader du crédit à la consommation au Maroc depuis près de 30 ans.

Les données récoltées par l'Observatoire sont **mises à la disposition de tous** : décideurs, grand public, médias, partenaires. Elles se veulent un outil de compréhension des aspirations et des priorités des Marocains, mais aussi des attentes et des transformations à l'œuvre. A cet égard, l'Observatoire est **partie prenante de l'engagement sociétal de Wafasalaf**, qui entend honorer ainsi une mission d'aide et d'accompagnement au changement.

Depuis la création de l'Observatoire, quatre indicateurs principaux sont mesurés et suivis de façon annuelle : **le pouvoir d'achat, les dépenses, le taux d'équipement et les intentions d'achats**. Ces indicateurs permettent en outre d'identifier des thématiques-clés pour la compréhension de la société marocaine qui font alors l'objet d'enquêtes dédiées, à la fois quantitatives et qualitatives.

A ce jour, huit enquêtes thématiques ont été produites par l'Observatoire de la consommation des ménages : l'Auto-Moto ; la place de l'Enfant dans la consommation des ménages (2016), les Nouvelles Technologies de l'Information ; le Voyage ; les Véhicules d'occasion ; les Seniors (2017) ; l'Automobile ; le Sport (2018).



RETOUR SUR LES ENQUÊTES PRODUITES EN 2018 :



INDICATEURS DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES MÉNAGES MAROCAINS

Les indicateurs traduisent un fléchissement de la situation financière des ménages marocains. Par rapport à 2017, le contexte est perçu comme contraignant :

- la majorité des répondants pensent que leur pouvoir d'achat, ainsi que leurs niveaux de revenu et d'épargne sont en baisse. Le niveau d'endettement fait figure d'exception.
- la majorité des postes de dépenses sont en nette augmentation, et notamment : l'eau et l'électricité, l'alimentation, la santé, le transport
- l'horizon d'achat est le plus souvent envisagé au 2^{ème} trimestre ou au 2^{ème} semestre 2018



L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

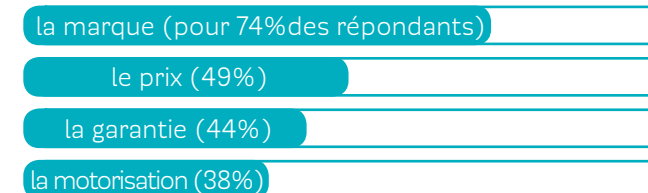
- 4/10 répondants disposent d'un véhicule personnel. Il s'agit d'un véhicule diesel dans 77% des cas
- 4% des répondants ont acheté un véhicule au cours des 12 derniers mois
- 11% des répondants ont l'intention d'acheter un véhicule au cours des 12 prochains mois. Dans la majorité des cas il s'agit d'un premier équipement.
- Achats comme intentions d'achat se répartissent à 50/50 entre le neuf et l'occasion
- Le poste automobile fait l'objet d'une dépense moyenne de 1.276 MAD par mois



ZOOM MARCHÉ DU NEUF :

UN ACHAT QUALITÉ, MAJORITAIREMENT FINANCÉ À CRÉDIT

Le choix d'un véhicule neuf est principalement motivé par la garantie d'un véhicule en bon état. Les principaux critères de choix sont :



ZOOM MARCHÉ DE L'OCCASION :

UN CHOIX ÉCONOMIQUE, ESSENTIELLEMENT FINANCÉ SUR FOND PROPRES

Le choix d'un véhicule d'occasion est essentiellement motivé par des raisons financières. Les principaux canaux d'achat sont :



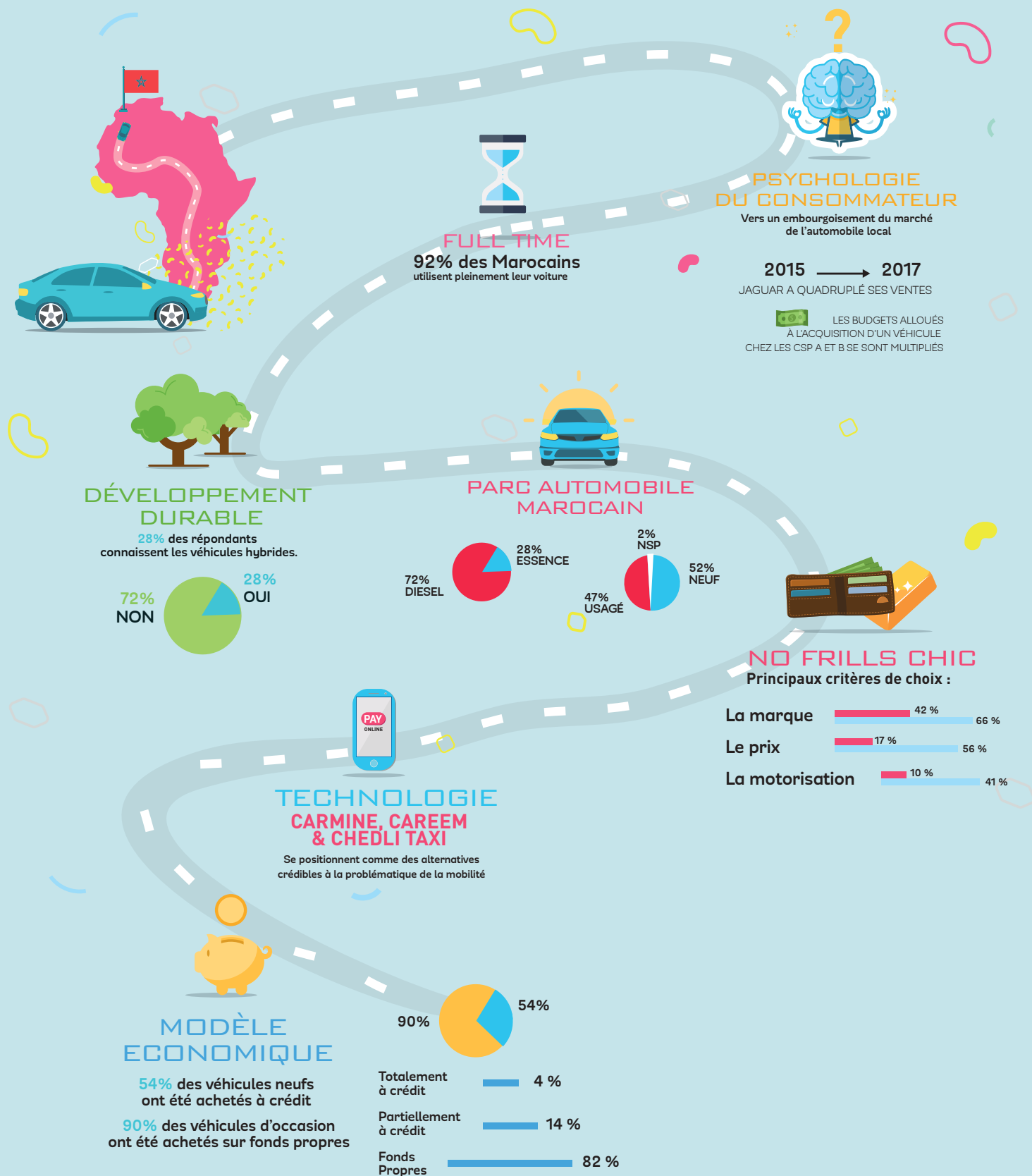
Réalisée en partenariat avec le spécialiste de l'innovation Trendwatching, cette enquête a également mis en lumière les principales tendances du marché automobile :

- 1 l'émergence de deux profils de consommateurs : le goût pour le premium/l'exclusif ; le choix de la différence (design, service...) à petit prix
- 2 l'exigence en matière de service client : pertinence de l'information d'une part, qualité de l'accompagnement d'autre part
- 3 l'intérêt pour une consommation durable : technologies vertes (exemple des véhicules hybrides) ;

peer-to-peer ou économie du partage (exemple de Careem et autres applications de plateformes collaboratives)

- 4 la recherche de nouveaux modèles économiques : essor de la location d'une part (modèle LLD), des services associés d'autre part (par exemple en intégrant l'assurance)
- 5 la sophistication de la communication : multiplication des campagnes interactives et plus largement d'une approche expérientielle, permettant de tester avant d'acheter.

ETUDE AUTOMOBILE INDUSTRY UPDATE



Source : Etude Automobile 2018 de l'Observatoire Wafasalaf de la consommation avec zoom sur les mégatendances du secteur automobile en 2018

Observatoire Wafasalaf

POUR Y VOIR PLUS CLAIR

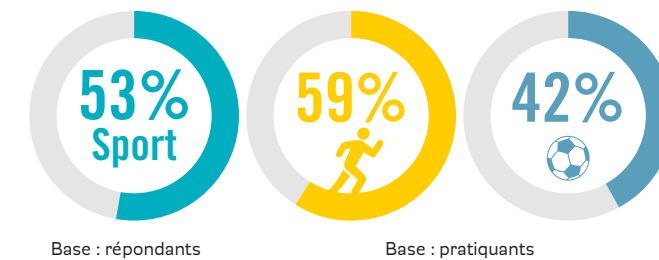


LA PLACE DU SPORT DANS LA SOCIÉTÉ MAROCAINE

L'amélioration de la condition physique est la principale raison qui pousse à pratiquer un sport (66% de l'échantillon). Les autres raisons citées sont l'amélioration de l'apparence physique et de la santé, le plaisir de faire du sport, la détente. Le sport occupe le deuxième rang des principales activités pratiquées pendant le temps libre, après la télévision.

53% des répondants exercent une activité sportive ou physique, les sports les plus pratiqués étant le jogging (59%) et le football (42%).

Les 18-24 ans constituent la catégorie la plus sportive de la population : ce sont ceux qui y consacrent le plus de temps. Ce sont les plus grands adeptes de la pratique en salle, également avec un coach dans le cadre d'un cours en groupe.

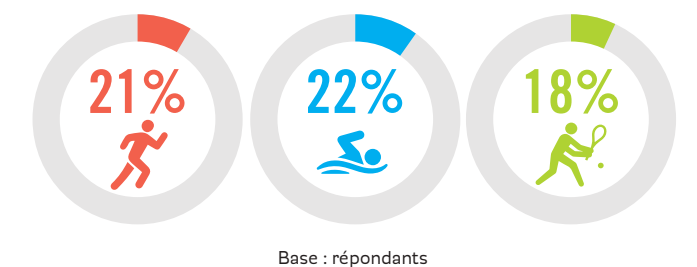
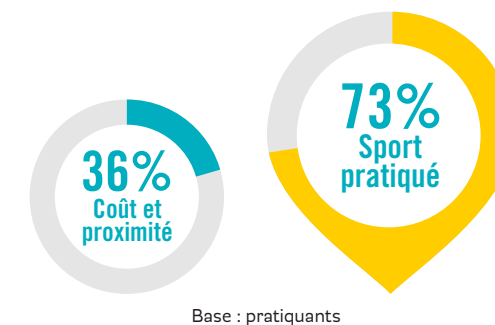


Les difficultés d'accès aux infrastructures (prix, proximité, manque d'espaces publics) sont régulièrement citées comme un frein à la pratique sportive. C'est notamment le cas en milieu semi-rural.

Plus de 6 répondants sur 10 ne consacrent aucun budget à la pratique du sport. Pour les autres, le budget mensuel moyen consacré est estimé à 125 dirhams.

La préférence pour un sport donné est le critère le plus important pour le choix du sport pratiqué (73%). S'ensuivent le coût (36%) et la proximité (36%).

80% des répondants suivent ou assistent à des événements sportifs. Le football est cité par 84% d'entre eux. Sont également mentionnés la natation (22%), la course à pied (21%) et le tennis (18%).



Les répondants sont convaincus des bénéfices du sport pour le Maroc : en termes de notoriété, d'attractivité et in fine de marque pays, ce qui peut favoriser les investissements à court et plus long termes.

Source : Etude «La consommation des ménages, regards croisés sur le sport» de l'Observatoire Wafasalaf de la consommation 2018



L'ENGAGEMENT
RESPONSABLE, UNE DÉMARCHE
INSCRITE DANS LA DURÉE



ENTREPRISES ET RSE AU MAROC EN 2018

ETAT DES LIEUX

La Responsabilité Sociale des Entreprises est une notion selon laquelle les entreprises intègrent volontairement les questions sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et avec leurs parties prenantes. La RSE est aujourd'hui omniprésente dans le discours économique. Alors que les premières notions de RSE ont fait leur apparition dès la fin du XIX^{ème} siècle, aux Etats-Unis, ce n'est que récemment que la RSE s'est imposée au monde socio-économique et qu'elle est devenue un prérequis pour nombre d'acteurs.

Dans le cas particulier du Maroc, la RSE est apparue dans les années 2000. Importée par les filiales des multinationales, elle y a trouvé un terrain favorable en cette période de grandes réformes. En effet, c'est le temps des révisions juridiques et institutionnelles comme l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), la réforme du cadre législatif, le mouvement de normalisation... En parallèle, les entreprises appartenant à des nationaux dont l'activité est dépendante de clients étrangers, comme dans le secteur du textile par exemple, se voient alors obligées d'être certifiées pour maintenir et développer leur activité.

La RSE a pris son plein essor à la faveur d'une impulsion royale. En 2005, Sa Majesté le Roi Mohamed VI donne le ton en prônant dans un discours une orientation du pays résolument tournée vers la 'responsabilité sociale'. Pour accompagner cette volonté, un cadre législatif se met en place notamment, avec la publication d'un nouveau code du travail qui s'applique à respecter les droits humains et les conventions internationales du travail.

En 2007, afin de reconnaître les efforts fournis par les entreprises en matière de RSE, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) met en place un label dédié.

Ce label RSE vient récompenser l'implication des entreprises en matière de développement humain, de respect des droits fondamentaux de la personne humaine et de l'état de droit, la qualité des conditions d'emploi, la régulation des relations professionnelles, la protection de l'environnement et la transparence de l'effectivité des règles concurrentielles.

Les entreprises labellisées RSE dans le secteur de la Finance au Maroc sont :

• Secteur des assurances :

AFMA Assurance / ASK Gras Savoye / Atlanta / Wafa Assurance / Axa Assistance Maroc

• Secteur bancaire :

Crédit du Maroc / BMCI / Bourse de Casablanca / AlBarid Bank

• Sociétés de crédit :

Wafasalaf



L'ENGAGEMENT SOCIÉTAL DE WAFASALAF, UNE EXIGENCE RÉAFFIRMÉE

AU NOM DE SES CLIENTS ET PARTENAIRES

En tant que leader du crédit à la consommation au Maroc, Wafasalaf exerce son activité avec la plus vive conscience de son impact sociétal. Sa vocation est en effet de contribuer à la croissance socio-économique du Maroc en accompagnement toujours mieux et toujours plus de Marocains dans la concrétisation de leurs projets de vie. Cet objectif est notamment servi par la transformation digitale engagée par l'entreprise il y a déjà de nombreuses années, et qui n'a de cesse de s'intensifier.

2018 n'y a pas fait exception : elle a vu la mise en place d'une **nouvelle stratégie digitale sur le plan de la relation et du service client**. Cette stratégie obéit à un impératif de satisfaction client qui s'appuie notamment sur la simplification des services proposés et sur le suivi de la relation après-vente. Le but est d'optimiser le parcours client (autonomie accrue, transaction facilitée) et de l'accompagner sur les différents canaux : médias, sites web, réseaux sociaux. La stratégie engagée inclut donc logiquement un renforcement sensible de la communication de Wafasalaf sur le web et les réseaux sociaux.

A titre d'exemple, l'entreprise a référencé en 2018 l'ensemble de ses agences sur Google My Business. D'une part cela a permis d'améliorer la visibilité du réseau, d'autre part cela offre aux clients un autre canal de communication (à travers lequel ils peuvent laisser des commentaires, des avis et des notations). Egalement, Wafasalaf dispose désormais d'une communauté d'internautes et d'une visibilité en ligne conséquentes avec 186000 fans sur Facebook et 7805 sur Twitter. Les campagnes Grand Public sont désormais diffusées sur les réseaux sociaux à travers la publication de spots en format vidéo. Les clients et prospects ont ainsi la possibilité d'y réagir directement sur la page Facebook ou sur le site internet de Wafasalaf.

Ces efforts ont aussi concerné les partenaires de l'entreprise : en 2018, le **dispositif d'accompagnement des partenaires en gestion pour compte** a en effet permis à ces derniers de faire évoluer d'une manière assez importante leurs encours de crédit à la consommation et leurs parts de marchés respectives.

Ce dispositif a été particulièrement marqué par trois types d'actions qui visent toutes, elles aussi, à améliorer l'expérience client :

- Un renforcement de l'animation terrain et de l'accompagnement marketing, entre autres grâce au déploiement d'un nouvel outil de suivi de l'animation commerciale
- Une amélioration de l'expérience client sur les plans des délais d'acceptation, du service après-vente... et via une optimisation des processus visant à améliorer l'efficacité opérationnelle
- Une optimisation des modèles d'octroi et de ciblage en mettant à profit les données disponibles.

L'OAV (Outil d'Aide à la Vente) a par ailleurs été généralisé aux réseaux de la Grande distribution et de Wafacash (plus de 1000 points de vente). Le partenariat avec Wafacash a ainsi évolué significativement pour donner lieu à la création d'une marque de financement spécifique. Celui avec Crédit Agricole du Maroc a également été intensifié de façon concluante.

L'année 2018 a également connu le lancement du 1^{er} partenariat de finance participative selon la loi charitative avec Bank Assafa. Opérationnel depuis le Salon Auto-Expo, ce partenariat permet d'accroître encore la diversité des profils clients à même d'être accompagnés par Wafasalaf. Des échanges avec l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement (APSF) ont par ailleurs permis de reprendre une convention avec la Caisse Marocaine des Retraités qui deviendra opérationnelle en 2019.

Sur un autre plan, l'**offre à destination des artisans et commerçants**, initiée en 2017, est montée en puissance en 2018. Egalement, le crédit revolving (ou crédit renouvelable) a confirmé son intérêt auprès des consommateurs marocains : suite à la stratégie d'animation déployée par Wafasalaf, 1504 nouvelles réserves ont été ouvertes (+34% vs. 2017) et 80 millions de dirhams (+43% vs. 2017) ont été utilisés en 2018.

L'ensemble des initiatives conduites en 2018 ont ainsi valu à Wafasalaf d'être **distinguée par Attijariwafa bank en tant que meilleur service client** parmi l'ensemble des entités du Groupe.

AUPRÈS DE SES COLLABORATEURS

Wafasalaf s'attache à concevoir et à mettre en œuvre une politique de ressources humaines qui garantisse l'épanouissement de ses "Collabor'Acteurs". Le terme seul traduit combien l'entreprise est **soucieuse de valoriser ses équipes** tant sur le plan décisionnel qu'opérationnel. Il résulte de la conscience partagée que le capital humain est la plus grande richesse de l'entreprise.

Conformément au plan à moyen terme qui engage Wafasalaf jusqu'en 2020, la politique de ressources humaines se déploie suivant trois axes principaux :

- **l'amélioration de l'efficacité opérationnelle**, en tirant notamment parti de l'innovation technologique ;
- **l'optimisation de la gestion et du développement des compétences**, via l'implémentation du projet GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences) ;
- **la préservation d'un climat social de qualité.**

ZOOM LE PROJET GPEC

La GPEC consiste à gérer de façon anticipée et préventive les ressources humaines de l'entreprise en fonction des contraintes de l'environnement et des choix stratégiques opérés. Elle vise notamment à **détecter et à résoudre en amont des questions relatives à l'évolution des métiers, des emplois et des compétences**. C'est en 2018 que le projet GPEC a été entièrement déployé au sein de Wafasalaf.

Principales réalisations du projet :

Rédaction des fiches de poste, nomenclature des postes repères, formalisation du dictionnaire des compétences, mapping poste, diagnostic du management de la performance et recommandations, implémentation de l'évaluation de tenue de poste dans le bilan d'évaluation, sensibilisation du comité des directeurs et de l'ensemble des managers.

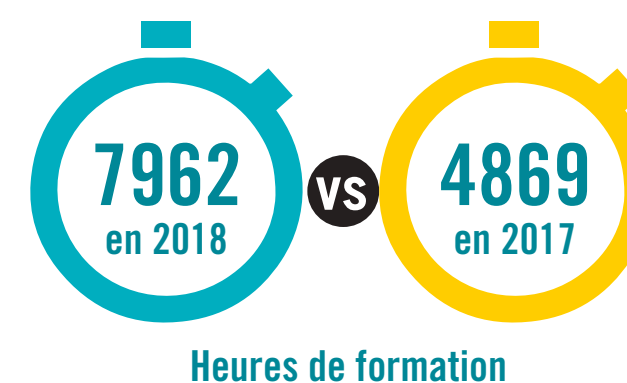
Un processus de maintenance permettra d'intégrer l'impact des évolutions organisationnelles telles que :

Les créations de poste, les évolutions significatives dans le contenu et le périmètre de responsabilité des postes, les changements d'organigramme et de ses mécanismes de coordination.

ZOOM LA REFORME DU SIRH

Lancé en août 2018, ce projet s'inscrit dans la démarche de transformation digitale de la fonction RH, qui dépasse la dématérialisation et l'informatisation des processus. Les pratiques courantes des collaborateurs et des managers se retrouvent ainsi modifiées par **le recours à la technologie, par exemple en ce qui concerne les absences et congés, la paie ou encore les processus sociaux**. Il sera finalisé en 2019.

En outre, Wafasalaf a significativement accru ses efforts en termes de formation en 2018 : **7962 heures de formation** ont ainsi été dispensées au cours de l'année, contre 4 869 heures en 2017. A titre d'exemple, une formation au Management Agile a été proposée en avril 2018. Cette dynamique vise à favoriser l'évolution professionnelle des Collabor'Acteurs, ainsi qu'à promouvoir l'adoption de best practices et d'innovations.



IL ÉTAIT UNE FOIS LA RSE...



RSE

Les chantiers stratégiques sont également assortis d'une diversité d'initiatives organisées au profit des Collabor'Acteurs, la plupart du temps avec leur complicité, et ce dans l'objectif de concrétiser au quotidien les valeurs de l'entreprise.

Le bien-être des équipes constitue en effet un axe essentiel de la stratégie de Wafasalaf. Il a été pleinement intégré au plan à moyen terme et à la transformation B4Best de l'entreprise, notamment par la mise en place d'une Direction dédiée en 2017.

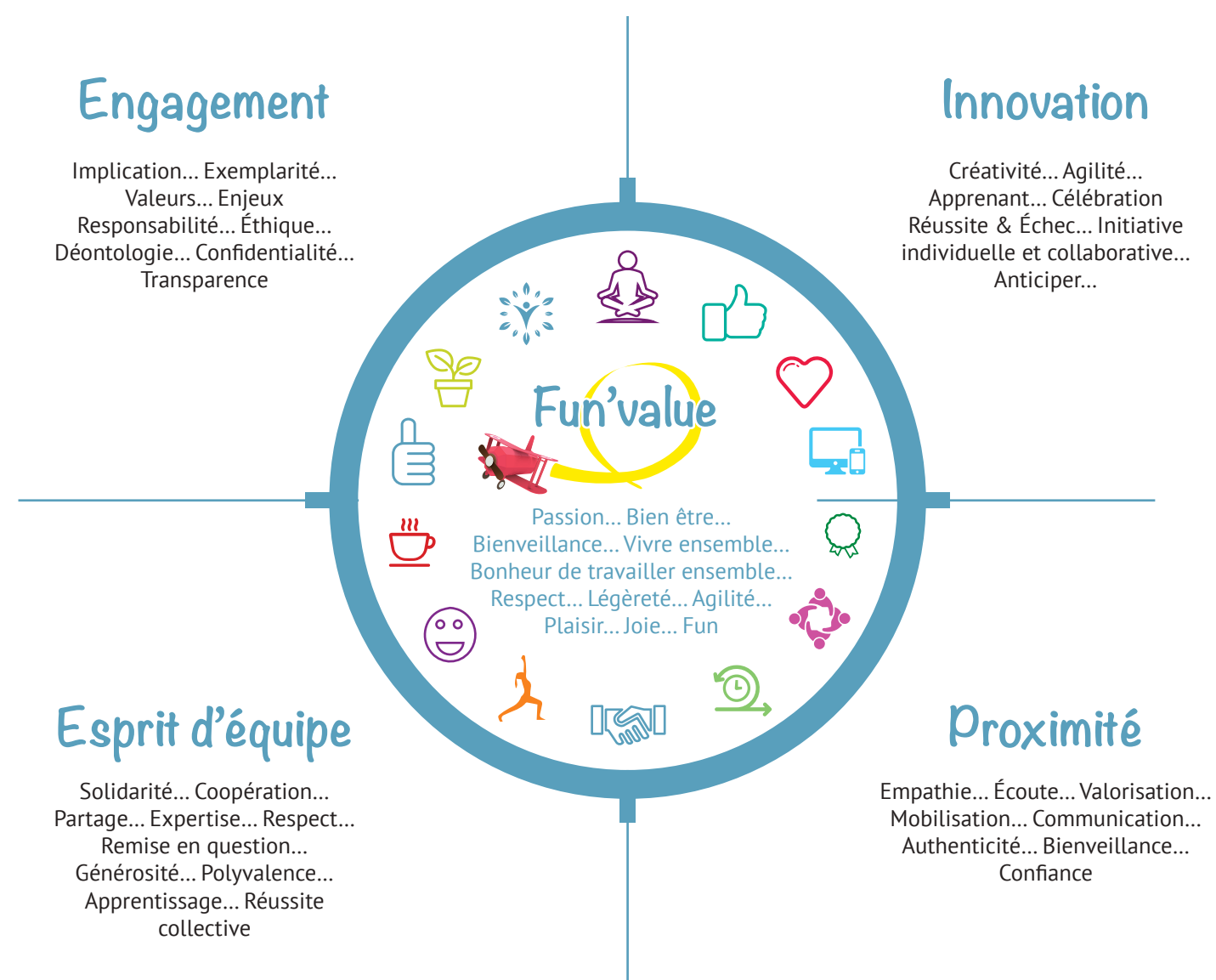
- En 2018, Wafasalaf a ainsi réitéré l'organisation d'une journée d'intégration à l'attention des nouvelles recrues (54 cette année). Cette journée, intitulée Cycl'Idmaj, consiste à nourrir le sentiment d'appartenance à l'entreprise en initiant des moments d'échanges.
- Afin d'offrir plus de confort de travail en facilitant autant les échanges que la concentration, les espaces de travail du siège de Wafasalaf ont été réaménagés en février 2018.
- Reconnue pour son engagement à promouvoir la diversité, à commencer au sein de ses équipes, l'entreprise a réuni ses collaboratrices à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, dans le cadre d'un après-midi festif.
- Convaincue des bienfaits du sport et de l'esprit sportif, Wafasalaf a participé en avril au tournoi "Team Celebration Cup", un événement organisé par CA CF regroupant l'ensemble des filiales. Pour la 2ème année consécutive, Wafasalaf a remporté la 1ère place.



- En juin, les Wafasalafiens ont vibré au rythme de la Coupe du monde de football avec la retransmission du match Maroc-Portugal au siège de l'entreprise. Pour l'occasion, les agences avaient quant à elles été habillées aux couleurs des Lions de l'Atlas.
- Plusieurs matinées Santé ont été organisées à l'attention des équipes : Femmes enceintes (août 2018) ; Cancer du sein (septembre 2018). Une action de dépistage du diabète a également eu lieu en juin.
- Les enfants des collaborateurs n'ont pas été en reste avec l'organisation cette année encore d'une matinée en l'honneur des bacheliers en juillet et d'un Family Day dans les locaux de l'entreprise en septembre.

NOS VALEURS... NOTRE FORCE...

Wafasalaf a fait siennes cinq valeurs : l'Engagement, l'Esprit d'équipe, l'Innovation, la Proximité et le Fun.
Des valeurs qui traduisent l'état d'esprit dans lequel l'entreprise oeuvre à son développement, à l'épanouissement de ses collaborateurs, à la croissance durable et intégrée de son écosystème.
Des valeurs qui sont la référence inconditionnelle de toutes les actions et décisions prises en son sein.





AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ

Animée par le sens de sa responsabilité sociétale, Wafasalaf s'est **engagée depuis plus de dix ans dans une démarche RSE plurielle, dynamique et inscrite dans la durée**. Celle-ci a en effet vu le jour à l'occasion des 20 ans de l'entreprise, en 2007, et a fêté l'année dernière une décennie d'engagements avec la publication d'un rapport dédié.

La politique RSE de Wafasalaf **implique en premier lieu les Collabor'Acteurs**, qui participent à la réflexion sur les orientations et les chantiers-clés avant de se mobiliser pour leur réalisation. Trois volets structurent la démarche RSE de l'entreprise :

- **La promotion de la diversité** : que ce soit celle du genre, des talents ou des origines, Wafasalaf considère que la diversité est une richesse pour l'entreprise, une chance pour ses équipes. L'entreprise compte désormais plus de **52% de femmes parmi ses 860 Collabor'Acteurs**.
- **Le soutien à la jeunesse** : Wafasalaf est convaincue que la croissance et la prospérité du Maroc tient dans sa capacité à former une jeunesse dotée des compétences-clés pour oser entreprendre et innover. Elle est ainsi partenaire de plusieurs associations marocaines de premier plan et ses équipes s'impliquent directement auprès des jeunes pour les préparer à la vie professionnelle.
- **La contribution au développement durable** : parce qu'il ne peut y avoir de développement que porté par une vision de long terme, Wafasalaf s'est engagée depuis plusieurs années dans une transformation écolo-responsable. Cette transformation concerne les différents volets de l'entreprise et met notamment à profit l'innovation technologique et digitale pour réduire l'empreinte écologique de l'entreprise.

Sa vision avant-gardiste, ainsi que sa démarche consciencieuse et déterminée, ont valu à Wafasalaf d'être **la première institution financière marocaine à recevoir le label RSE de la CGEM** (Conférence Générale des Entreprises du Maroc) en 2014. Cette distinction lui a été remise avec une mention spéciale pour ses réalisations en matière de diversité.

L'année 2018 a été l'occasion de poursuivre la dynamique engagée. Elle a été rythmée par plusieurs temps forts :

- **4^{ème} édition du Cycle de conférences** à l'occasion de la Journée internationale des femmes : il s'agit de l'événement emblématique de l'entreprise en matière de diversité des genres. Initié en 2015, il a vocation à faire bouger les consciences quant aux enjeux contemporains de la diversité des genres en entreprise. Des intervenants de renom y exposent leur parcours et convictions, débattent et échangent avec un parterre d'invités, avec pour objectif de ne pas laisser indifférent. En 2018, la thématique "des femmes et de l'innovation" a été retenue. L'ensemble des intervenants et des participants ont ainsi rendu hommage à ces "femmes qui changent le monde".
- **Poursuite du mécénat de compétences** : partenaire historique de l'association INJAZ Al-Maghrib, Wafasalaf a réitéré en 2018 son implication auprès des jeunes issus de l'enseignement public par le biais de ses collaborateurs bénévoles. Afin de recruter de nouveaux conseillers bénévoles pour 2018-2019, une plénière sur le thème du mécénat de compétences a également été organisée à l'attention de l'ensemble des collaborateurs.
- **Suivi et mise à jour mensuelle d'indicateurs** permettant de surveiller de près la consommation en papier, électricité, eau... Ce suivi va de pair avec des actions en faveur de la diminution des déchets en carbone telles que la généralisation des ampoules LED dans l'ensemble du siège, l'impression recto-verso avec un minimum d'imprimantes. A titre d'exemple, le Rapport d'activité annuel 2017 ainsi que le Rapport RSE décennal produits en 2018 ont été imprimés en un nombre d'exemplaires réduits et une version digitale « Flip Move » de ces 2 rapports a été privilégiée.

- **Obtention du "label Or entreprise sans tabac"** de la Fondation Lalla Salma : cette labellisation, pour la 3^{ème} année consécutive, est la reconnaissance des actions engagées au sein de l'entreprise pour lutter contre le fléau du tabagisme. Des plénières de sensibilisation des collaborateurs sur les méfaits du tabac ont ainsi été organisées et soutenues par des campagnes de communication interne. La cigarette a été interdite dans les locaux de l'entreprise et les frais du programme de sevrage tabagique sont pris en charge pour les collaborateurs intéressés. La sensibilisation aux méfaits du tabac a été également élargie au niveau des lycées et déployée par les conseillers bénévoles Wafasalaf dans le cadre du partenariat avec INJAZ Al-Maghrib.

L'engagement associatif de Wafasalaf est par ailleurs constitué d'opérations ponctuelles ou récurrentes, comme des opérations de don de vêtements et de don du sang.

L'importance que l'entreprise accorde à sa démarche RSE a ainsi abouti à la décision, en 2018, de produire un magazine semestriel dédié. Conçu en interne, il informe les collaborateurs et partenaires de l'actualité RSE de Wafasalaf, de ses actionnaires de références, et plus généralement des enjeux relatifs à la responsabilité sociétale des entreprises. Il a ainsi vocation à renforcer l'appropriation des engagements RSE de Wafasalaf et la compréhension de ses sous-jacents.

UNE EXPRESSION PUBLIQUE RENOUVELÉE EN 2018

LA FAMILLE DIMA MAAK

Wafasalaf est soucieuse de nourrir des **relations de qualité avec l'ensemble de ses parties prenantes**. C'est en effet indissociable des engagements qu'elle a pris en matière de Réactivité, de Transparence, de Conseil. C'est également l'une des composantes de sa responsabilité sociétale que de favoriser l'échange avec ses concitoyens. C'est enfin une prescription résultant des cinq valeurs qu'elle a fait siennes.

La communication de l'entreprise a toujours été conçue dans cet objectif. Par conséquent, elle implique l'horizontalité : Wafasalaf privilégie le contact, provoque la rencontre, suscite l'échange. Cette démarche est en parfaite adéquation avec les valeurs et le mode de fonctionnement des nouveaux médias, et notamment des réseaux sociaux. C'est pourquoi Wafasalaf a été prompte à investir le digital. Ce dernier est désormais au cœur de la communication de l'entreprise, s'il n'en est le moteur.

Forte de ces convictions, Wafasalaf a fait **le choix d'un nouveau concept de communication**. L'année 2018 a ainsi été celle de la révélation de la Famille "Dima Maak", une famille de personnages en 3D qui illustre la diversité de la clientèle de Wafasalaf. Ce parti pris de communication se distingue par son caractère inédit et innovant. Il véhicule humanité et sympathie, humour et authenticité. Il se prête à une infinité de déclinaisons, scenarii et mises en scène.

Partant, la Famille "Dima Maak" est à même de relayer l'ensemble des messages de Wafasalaf. De même, tous les profils de clientèle sont susceptibles de se retrouver dans les personnages et les aventures de la famille. La Famille "Dima Maak" a ainsi été mise en scène pour la première fois en 2018 à l'occasion de



l'offre de début d'année "Inzeglable". Le déploiement de cette campagne a été relayé fortement sur les réseaux sociaux à travers, notamment, la publication de capsules vidéo.

C'est en effet l'un des atouts de ce nouveau concept de communication : il offre la flexibilité nécessaire à une diffusion sur le web et les réseaux sociaux ; son originalité et sa pertinence sont à même de capter l'attention d'internautes en recherche de contenus de qualité. **Chaque campagne Grand Public est désormais relayée en ligne sous forme de capsule vidéo** ; également, les personnages de la Famille inspirent la plupart des publications proposées sur les comptes Facebook et Instagram de Wafasalaf.

LE COUPLE DE SÉNIORS :

El Bachir N'Guir, un sénior qui, après sa retraite, ne fait que bricoler et roupêter à longueur de journée.
Lalla Ghita Tbata, la femme d'El Bachir. Une dame sage et posée.

LA FAMILLE HAPPY :

Mouna L'Hanouna, fille aînée d'El Bachir et Lalla Ghita. Attentionnée, elle fait passer son foyer et surtout sa petite fille avant tout.
Laârbi Lehssasbi est le mari de Mouna. Un homme futé qui calcule tout. Il est toujours à la recherche de la bonne affaire.
Zennouba Lhabbouba, l'adorable fille de Mouna et Laârbi.

LE COUPLE IN :

Siham Chiki, une fashionista, toujours à la pointe de la mode et qui suit constamment les nouvelles tendances.

Imad Leqtissad est le mari de Siham. Prudent, il préfère faire des économies plutôt que dépenser. Mais quand il trouve une offre attrayante, il n'hésite pas à la saisir.

LE JEUNE BRANCHÉ :

Nabil L'mobile, fils cadet d'El Bachir et Ghita et le petit frère de Mouna et Siham. Ce geek branché est passionné d'appareils sophistiqués à la pointe de la technologie. Il est tout le temps connecté.

LES COMMERÇANTS ARTISANS

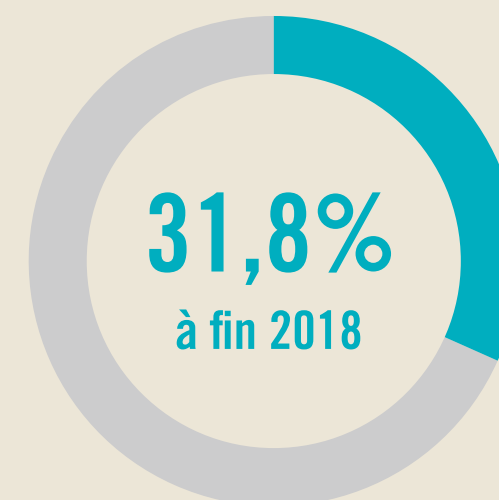
Hanane L'itkane, la couturière du quartier. Meticuleuse, elle cherche toujours des offres sur-mesure.
Salem Lemaâllem est le mari de Hanane. Il possède la droguerie du coin. Il adore rendre service.

LES RÉSULTATS 2018,
LA TRADUCTION D'UN
LEADERSHIP ENGAGÉ





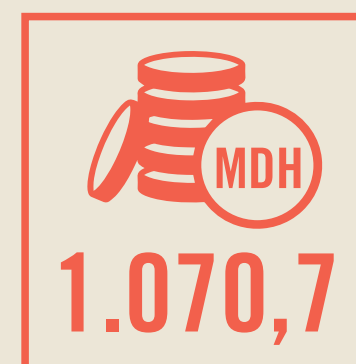
ÉLÉMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS



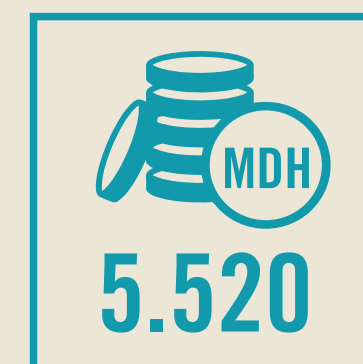
Part de marché



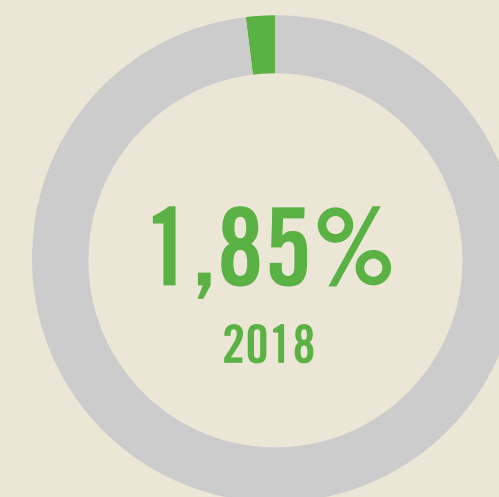
Résultat Net



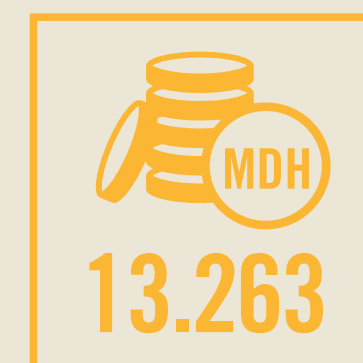
PNB



Production nette



Coût du risque



Encours brut

(en milliers MAD)

BILAN AU 31/12/2018		
ACTIF	31/12/2018	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 210	4 295
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	312 905	279 999
. A vue	294 534	260 256
. A terme	18 371	19 743
Créances sur la clientèle	8 853 795	8 667 753
. Crédits de trésorerie et à la consommation	8 530 795	8 452 175
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	1 900	2 459
. Autres crédits	321 101	213 120
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement		-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété	-	-
Autres actifs	877 021	776 323
Titres d'investissement	12 500	
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	12 500	
Titres de participation, Participations dans les entreprises liées et emplois assimilés	451	451
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	6 512 194	5 815 426
Immobilisations incorporelles	184 148	189 250
Immobilisations corporelles	58 977	47 780
Total de l'Actif	16 814 202	15 781 277

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31/12/2018

HORS BILAN	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	277 030	376 780
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	277 030	376 780
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
Engagements reçus	1 368 000	1 493 554
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 368 000	1 493 554
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

(en milliers MAD)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2018 AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 800 211	2 549 009
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédits	143	139
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	930 088	888 989
Intérêts et produits assimilés des titres de créance		
Produits des titres de propriété	38 948	35 000
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location	1 454 753	1 286 456
Commissions sur prestations de service	374 761	337 399
Autres produits bancaires	1 518	1 026
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 699 559	1 559 764
Intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements de crédits	239 715	272 319
Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis	108 387	82 253
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location	1 338 196	1 193 288
Autres charges bancaires	13 260	11 904
PRODUITS NET BANCAIRE	1 100 652	989 245
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	22 337	19 675
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	1	
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	423 892	405 443
Charges de personnel	165 853	154 098
Impôts et taxes	8 026	8 066
Charges externes	219 899	211 343
Autres charges d'exploitation	20	55
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 093	31 881
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECUPERABLES	493 090	389 898
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	332 052	235 263
Pertes sur créances irrécupérables	160 406	147 434
Autres dotations aux provisions	632	7 202
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	279 959	285 001
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	253 573	263 837
Récupérations sur créances amorties	19 184	17 051
Autres reprises de provisions	7 203	4 113
RESULTAT COURANT	485 965	498 580
PRODUITS NON COURANTS	513	12 411
CHARGES NON COURANTES	7 600	1 554
RESULTAT NON COURANT	-7 086	10 857
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	478 878	509 437
IMPOTS SUR LES RESULTATS	163 538	177 370
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	315 340	332 067

(en milliers MAD)

BILAN AU 31/12/2018		
PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 141 498	7 130 739
. A vue	249 691	256 727
. A terme	5 891 807	6 874 011
Dépôts de la clientèle	3 997 236	3 442 950
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	3 997 236	3 442 950
Titres de créance émis	3 648 221	2 123 770
. Titres de créance négociables	3 648 221	2 123 770
. Emprunts obligataires		
. Autres titres émis		
Autres passifs	814 071	879 428
Provisions pour risques et charges	19 520	26 090
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	453 696	453 679
Ecart de réévaluation		
Primes liées au capital et réserves	1 302 612	1 272 612
Capital souscrit	113 180	113 180
moins capital non versé		
Report à nouveau (+/-)	8 830	6 763
Résultat net en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	315 340	332 067
Total du Passif	16 814 202	15 781 277

(en milliers MAD)

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2018 AU 31/12/2018		
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2018	31/12/2017
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	315 340	332 067
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 093	31 881
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	479	1 175
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	205	
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	1	
- Plus-values de cession des immobilisations financières		
+ Moins-values de cession des immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	344 751	362 773
- Bénéfices distribués	300 000	300 000
+ AUTOFINANCEMENT	44 751	62 773

(en milliers MAD)

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2018 AU 31/12/2018		
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	930 231	889 129
- Intérêts et charges assimilées	348 103	354 572
Marge sur intérêts	582 128	534 557
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 454 753	1 286 456
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 338 196	1 193 288
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	116 556	93 168
+ Commissions perçues	374 761	337 399
- Commissions servies	13 260	11 904
Marge sur commissions de prestations de service	361 501	325 495
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	1 518	1 026
+ Résultat des opérations sur titres de placement		
+ Résultat des opérations de change		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	1 518	1 026
+ Divers autres produits bancaires	38 948	35 000
- Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	1 100 652	989 245
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	22 337	19 675
- Autres charges d'exploitation non bancaire	1	
- Charges générales d'exploitation	423 892	405 443
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	699 096	603 478
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	219 702	101 809
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-6 571	3 088
RESULTAT COURANT	485 965	498 580
RESULTAT NON COURANT	-7 086	10 857
- Impôts sur les résultats	163 538	177 370
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	315 340	332 067

(en milliers MAD)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		
Produits sur opérations bancaires perçus	2 761 263	2 514 009
Récupérations sur créances amorties	19 184	17 051
Produits divers d'exploitation perçus	276 219	295 923
Charges sur opérations bancaires versées	-1 699 559	-1 559 764
Charges diverses d'exploitation payées	-500 058	-384 251
Charges générales d'exploitation payées	-423 893	-405 443
Impôts sur les résultats payés	-163 538	-177 370
Flux de trésorerie net provenant du compte de produits et charges	269 618	300 155
Variation des actifs d'exploitation		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (hors liquidités)	-32 906	9 790
Créances sur la clientèle	-186 042	-420 785
Titres de transaction et de placement (hors liquidités)		180 142
Autres actifs	-100 698	44 870
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-696 768	-886 152
Variation des passifs d'exploitation		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-989 241	-91 211
Dépôts de la clientèle	554 286	895 725
Titres de créance émis	1 524 450	20 426
Autres passifs	-65 358	-64 794
SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	7 724	-311 989
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	277 342	-11 833
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-12 500	
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	204	
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-6 096	26 659
Intérêts reçus		
Dividendes reçus	38 948	35 000
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	20 556	61 659
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Subventions, fonds publics reçus		
Fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission d'emprunts et de titres subordonnés	17	252 379
Emission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-300 000	-300 000
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-299 983	-47 621
VARIATION NETTE DES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES	-2 085	2 205
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	4 295	2 090
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 210	4 295

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2018						
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION				8 495 070	8 495 070	8 420 394
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS				1 900	1 900	2 459
AUTRES CREDITS				3	3	3
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR				35 725	35 725	31 780
CREANCES EN SOUFFRANCE(*)				321 098	321 098	213 117
- Créances pré-douteuses				212 584	212 584	139 128
- Créances douteuses				53 740	53 740	30 472
- Créances compromises				54 773	54 773	43 517
TOTAL				8 853 795	8 853 795	8 667 753

Commentaires :(*) Nettes des provisions & des agios réservés

(en milliers MAD)

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2018									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Wafa Communication	COMMUNICATION	3 000	5,00%	150	150				
Wafa Systeme	FACILITE MANAGEMENT	1 500	0,07%	1	1				
Data Themis	COURTAGE EN ASSURANCE	300	100,00%	300	300	31/12/2018	44 889	43 600	65 839
TOTAL				451	451				

(en milliers MAD)

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2018										
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	8 157 935	2 784 876	1 698 932	9 243 722	1 297 721	2 634 248	39 337	14 823	97 280	6 512 194
CREDIT-BAIL MOBILIER	8 114 349	2 772 588	1 698 864	9 187 916	1 297 721	2 634 248	29 689	11 377	55 989	6 497 679
Crédit-bail mobilier en cours	1 620	-	1 620	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier loué	7 862 336	2 723 505	1 697 245	8 888 596	1 286 344	2 390 918	-	-	-	6 497 679
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	250 237	49 083	-	299 320	11 377	243 331	29 689	11 377	55 989	-
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
Crédit-bail immobilier en cours										
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	5 844		68	5 776	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 776
LOYERS EN SOUFFRANCE	37 742	12 288		50 030			9 647	3 446	41 291	8 739
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	8 157 935	2 784 876	1 698 932	9 243 722	1 297 721	2 634 248	39 337	14 823	97 280	6 512 194

(en milliers MAD)

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2018						
DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		249 154			249 154	256 312
VALEURS DONNEES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE		125 000			125 000	100 000
- au jour le jour						
- à terme		125 000			125 000	100 000
EMPRUNTS FINANCIERS		5 705 000			5 705 000	6 700 000
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER		62 344			62 344	74 426
TOTAL		6 141 498			6 141 498	7 130 739

(en milliers MAD)

PROVISIONS AU 31/12/2018					
PROVISIONS	Encours 31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2018
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	1 061 042	332 052	253 573	-	1 139 522
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	1 035 855	322 405	250 126		1 108 134
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	25 187	9 647	3 446		31 388
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	26 090	632	7 203		19 520
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	26 090	632	7 203		19 520
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	1 087 132	332 684	260 775		1 159 041

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2018			
RUBRIQUE	31/12/2018	31/12/2017	COMMENTAIRE
Instrument optionnels			
Opérations diverses sur titres(débiteur)			
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs			
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres			
Débiteurs divers	736 235	655 521	
- Sommes dues par l'Etat	648 226	600 611	
- Sommes dues par les organismes de prévoyance			
- Sommes diverses dues par le personnel	145	657	
- Comptes clients de prestations non bancaire			
- Divers autres débiteurs	87 865	54 253	
Valeurs et emplois divers	468	634	
- Valeurs et emplois divers	468	634	
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)			
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)			
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées			
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées			
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3 003	318	
«Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)»			
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	85 273	55 462	
- Produits à recevoir	85 075	55 083	
- Charges constatées d'avance	198	379	
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	52 042	64 388	
Créances en souffrance sur opérations diverses			
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses			
TOTAL	877 021	776 323	

(en milliers MAD)

VALEURS ET SURETES REÇUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31/12/2018			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeurs comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées		NEANT	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	-	-	-
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeurs comptable nette	Rubrique du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées		NEANT	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	-	-	-

(en milliers MAD)

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31/12/2018						
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF	1 509 488	732 979	2 980 278	8 521 884	2 023 294	15 767 924
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	312 905					312 905
Créances sur la clientèle	685 493	419 906	1 707 327	4 881 975	1 159 095	8 853 795
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé(*)	511 090	313 074	1 272 951	3 639 909	864 199	6 601 223
TOTAL	1 509 488	732 979	2 980 278	8 521 884	2 023 294	15 767 924
PASSIF	530 816	152 607	3 920 703	8 825 219	811 306	14 240 650
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	254 482	45 866	2 186 149	3 405 000	250 000	6 141 498
Dettes envers la clientèle	70 835	96 159	598 716	3 120 219	111 306	3 997 236
Titres de créance émis	205 498	10 581	932 141	2 300 000	200 000	3 648 221
Emprunts subordonnées			203 696		250 000	453 696
TOTAL	530 816	152 607	3 920 703	8 825 219	811 306	14 240 650

(en milliers MAD)

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31/12/2018						
DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS						
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME						
AUTRES COMPTES CREDITEURS				3 997 236	3 997 236	3 442 950
INTERETS COURUS A PAYER						
TOTAL				3 997 236	3 997 236	3 442 950

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2018				
CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2017	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2018
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	1 272 612	30 000		1 302 612
Réserve légale	11 318			11 318
Autres réserves (*)	1 224 151	30 000		1 254 151
Primes d'émission, de fusion et d'apport	37 143			37 143
Capital	113 180			113 180
Capital appelé	113 180			113 180
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	6 763	2 067		8 830
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	332 067	-332 067	315 340	315 340
TOTAL GENERAL	1 724 622	-300 000	315 340	1 739 962
Dividendes distribués		300 000		

(en milliers MAD)

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31/12/2018			
	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 30 mai 2017			
Report à nouveau	6 763	Réserve réglementées	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	300 000
Résultat net de l'exercice	332 067	Réserve extraordinaire	30 000
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	8 830
Autres prélèvements			
TOTAL A	338 830	TOTAL B	338 830

(en milliers MAD)

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31/12/2018			
	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2016
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (y compris résultat net de l'ex.)	1 739 962	1 724 622	1 692 554
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	1 100 652	989 245	991 274
2- Résultat avant impôts	478 878	509 437	528 257
3- Impôts sur les résultats	163 538	177 370	184 948
4- Bénéfices distribués	300 000	300 000	320 000
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instances d'affectation)	32 067	43 308	20 421
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	279	293	303
Bénéfice distribué par action ou part sociale	265	265	283
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	165 853	154 098	145 132
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	696	667	637

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2018		
RUBRIQUE	31/12/2018	31/12/2017
Instruments optionnels vendus		
Comptes de règlement d'Opérations sur titres		
Dettes sur titres		
Versement à effectuer sur titres non libérés		
Provisions pour service financier aux émetteurs		
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs		
Créditeurs divers	323 332	408 493
- Sommes dues à l'Etat	121 117	108 802
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	13 162	10 635
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	1 562	1 455
- Sommes dues au personnel	3 187	3 105
- Fournisseurs de biens et service	69 991	148 487
- Divers autres Créditeurs	114 313	136 009
Comptes d'ajustement de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées		
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées		
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (crédeur)		
Comptes de régularisation	490 738	470 935
TOTAL	814 071	879 428

(en milliers MAD)

DETTES SUBORDONNEES AU 31/12/2018										
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaaleur en DH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaaleur DH)	Montant N-1 (en contrevaaleur DH)	Montant N (en contrevaaleur DH)	Montant N-1 (en contrevaaleur DH)
MAD	94 900		5,00%	5 ans	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE	94 900				
MAD	105 100		3,67%	5 ans	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE	105 100				
MAD	167 000		3,95%	7 ans	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE	167 000				
MAD	83 000		3,17%	7 ans	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE	83 000				
TOTAL	450 000					450 000				

(1) cours BAM au 31/12/N

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2018						
CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établisse- ments de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	996	294 534			295 530	263 084
Valeurs recues en pension - au jour le jour - à terme						
Prêts de trésorerie - à terme - au jour le jour						
Prêts financiers						
Autres créances		18 371			18 371	19 743
Intérêts courus à recevoir						
Créances en souffrance						
TOTAL	996	312 905			313 902	282 827

(en milliers MAD)

PLUS OU MOINS VALEURS SUR CESSION OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2018							
DATE DE CESSION OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPALE	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULES	VALEUR NETTE AMORTISSEMENT	PRODUIT DE CESSION	PLUS VALEURS	MOINS VALEURS
01/01/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	156 374	93 225	63 148,86	62 406,31	167,88	910,43
01/02/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	118 608	69 637	48 970,47	48 154,20	245,99	1 062,26
01/03/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	104 050	61 899	42 151,63	41 551,95	227,85	827,53
01/04/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	124 081	76 568	47 513,03	46 947,60	398,76	964,18
01/05/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	113 642	68 288	45 354,07	44 873,08	272,76	753,75
01/06/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	131 369	79 438	51 931,34	51 541,21	279,01	669,15
01/07/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	158 582	89 844	68 738	68 049	393	1 082
01/08/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	136 603	74 900	61 704	60 939	284	1 049
01/09/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	160 665	86 807	73 858	73 226	583	1 214
01/10/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	149 807	80 025	69 782	68 962	361	1 181
01/11/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	133 637	69 595	64 042	63 499	388	932
01/12/2018	MATERIEL ROULANT (Leasing)	160 626	85 204	75 422	75 024	497	895
01/12/2018	MATERIEL INFOR- MATIQUE	27	20	6	5		1
01/12/2018	AGENCEMENT	537	537	-	205	205	
		1 648 607	935 986	712 621	705 383	4 305	11 542

(en milliers MAD)

MARGE D'INTERET AU 31/12/2018		
MARGE D'INTERET	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (a)	143	139
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit (b)	239 715	272 319
=Marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (1)	-239 572	-272 180
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (a)	930 088	888 989
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle (b)		
=Marge d'intérêts sur opérations avec la clientèle (2)	930 088	888 989
+ Intérêts et produits assimilés sur titres de créance (a)		
- Intérêts et charges assimilées sur titres de créance (b)	108 387	82 253
=Marge d'intérêts sur titres de créance (3)	-108 387	-82 253
MARGE D'INTERET = (1)+(2)+(3)	582 128	534 557
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location (a)	1 454 753	1 286 456
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location (b)	1 338 196	1 193 288
=Marge sur opérations de crédit-bail et de location (4)	116 556	93 168
MARGE TOTALE D'INTERET = (1)+(2)+(3)+(4)	698 685	627 725

(en milliers MAD)

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES AU 31/12/2018					
RUBRIQUE	COMMISSIONS 31/12/2018		COMMISSIONS 31/12/2017		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	184 943	189 818	185 468	151 931	
Commissions sur fonctionnement de compte					
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions sur opérations de titres					
Commissions sur titres en gestion/en dépôt					
Commissions sur prestations de service sur crédit		185 923		149 460	
Produits sur activités de conseil et d'assistance					
Autres produits sur prestations de service	184 943	3 895	185 468	2 471	
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions de placement sur le marché primaire					
Commissions de garantie sur le marché primaire					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billet					
COMMISSIONS VERSEES	13 260		11 904		
Charges sur moyens de paiement	10 440		9 221		
Commissions sur achat et vente de titres					
Commissions sur droits de garde de titres	2 820		2 683		
Commissions et courtages sur opérations de marché					
Commissions sur engagements sur titres					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billets					

(en milliers MAD)

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	-
Produits sur engagement sur titres		
Commissions de placement sur le marché primaire		
Commissions de garantie sur le marché primaire		
Gains sur engagements sur titres		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	NEANT	
Autres charges sur prestations de service	-	-
Commissions sur achats et ventes de titres		
Commissions sur droits de garde de titres		
Commissions et courtages sur opérations de marché		
Autres charges sur opérations sur titres		
PRODUIT NET BANCAIRE	-	-

(en milliers MAD)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS AU 31/12/2018	
I.DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	485 965
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	1 668
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	46 151
Résultat courant théoriquement imposable (=)	441 482
Impôt théorique sur résultat courant (-)	163 348
Résultat courant après impôts (=)	322 616
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

NEANT

(en milliers MAD)

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2018			
RUBRIQUE	31/12/2018	31/12/2017	COMMENTAIRE
CHARGES DE PERSONNEL	165 853	154 098	
Salaires et appointements	86 357	76 992	
Primes et Gratifications	40 435	42 568	
Autres rémunérations du personnel			
Charges d'assurances sociales	24 228	21 696	
Charges de retraite	8 178	7 926	
Charges de formation	1 702	785	
Autres charges de personnel	4 953	4 130	
IMPÔTS ET TAXES	8 026	8 066	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	1 054	1 054	
Patente	6 628	6 628	
Taxes locales	317	327	
Droits d'enregistrement	24	49	
Timbres fiscaux et formules timbrées	1	1	
Taxes sur les véhicules			
Autres impôts et taxes, droits assimilés	1	7	
CHARGES EXTÉRIEURES	149 890	141 782	
Loyers de crédit-bail			
Loyers de location simple	22 561	22 410	
Frais d'entretien et de réparation	25 603	25 306	
Rémunération du personnel intérimaire	1 016	2 113	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	99 073	90 344	
Primes d'assurance	209	209	
Frais d'actes et de contentieux			
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	1 427	1 400	
AUTRES CHARGES EXTÉRIEURES	68 822	66 576	
Transport et déplacement	10 451	9 933	
Mission et réception	1 931	1 905	
Publicité, publication et relations publiques	26 701	25 770	
Frais postaux & de télécommunication	18 309	17 971	
Frais de recherche et de documentation	3 298	2 665	
Frais de conseil et d'assemblée	0	0	
Dons et cotisations	828	925	
Fournitures de bureau et imprimés	1 465	1 609	
Autres charges externes	5 839	5 797	
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	1 207	3 040	
Frais préliminaires	16	55	
Frais d'acquisition d'immobilisation			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1 187	2 985	
Pénalités et délits			
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats			
Dons libéralités et lots			
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées			
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	4		
Diverses autres charges générales d'exploitation			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	30 093	31 881	
Immobilisations incorporelles d'exploitation	17 006	19 016	
Immobilisations incorporelles hors exploitation			
Immobilisations corporelles d'exploitation	13 088	12 865	
Immobilisations corporelles hors exploitation			
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation			
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation			

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2018			
RUBRIQUE	31/12/2018	31/12/2017	COMMENTAIRE
AUTRES PRODUITS BANCAIRES			
Divers autres produits bancaires			
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun			
Produits des exercices antérieurs			
Divers autres produits bancaires			
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement			
AUTRES CHARGES BANCAIRES	13 260	11 904	
Charges sur titres de propriété			
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS			
Autres charges sur opérations sur titres	2 820	2 683	
Autres charges sur prestations de services			
Autres charges bancaires	10 440	9 221	
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires			
Cotisation au fonds de garantie des déposants			
Produits rétrocédés			
Charges des exercices antérieurs			
Divers autres charges bancaires	10 440	9 221	
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement			
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	22 337	19 675	
Produits sur valeurs et emplois assimilés			
Plus-values de cession sur immobilisations financières			
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même			
Produits accessoires	22 337	19 675	
Subventions reçues			
Autres produits d'exploitation non bancaires			
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES			
Charges sur valeurs et emplois assimilés			
Moins-values de cession sur immobilisations financières			
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN SOUFFRANCE	332 052	235 263	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	332 052	235 263	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées			
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances			
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			

PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	160 406	147 434
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	160 406	147 434
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
AUTRES DOTATIONS AUX PROVISIONS	632	7 202
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières		
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	632	7 202
Dotations aux provisions réglementées		
Dotations aux autres provisions		
REPRISES DE PROVISIONS POUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	253 573	263 837
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés		
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	253 573	263 837
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement		
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées		
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance		
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature		
RÉCUPÉRATION SUR CRÉANCES AMORTIES	19 184	17 051
AUTRES REPRISES DE PROVISIONS	7 203	4 113
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles		
Reprises de provisions pour autres risques et charges	7 203	4 113
Reprises de provisions réglementées		
Reprises de provisions		
PRODUITS NON COURANTS	513	12 411
Reprises non courantes des amortissements		
Reprises non courantes des provisions	479	1 175
Autres produits non courants	34	11 236
Charges non courantes		
Dotations non courantes aux amortissements		
Dotations non courantes aux provisions		
AUTRES CHARGES NON COURANTES	7 600	1 554

(en milliers MAD)

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31/12/2018				
NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	94 865	575 490	568 682	101 674
B. TVA à récupérer	103 900	610 016	597 037	116 879
Sur charges	20 960	58 914	62 477	17 397
Sur immobilisations	82 940	551 102	534 560	99 482
C. TVA DUE OU CRÉDIT DE TVA = (A-B)	-9 035	-34 525	-28 355	-15 205

(en milliers MAD)

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2018				
Montant du capital en actions		1 132		
Valeur nominale des titres		100 DH		
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Montant
		Exercice précédent	Exercice actuel	
Attijariwafa bank	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	576	576	57 619
Crédit Agricole Consommation Finance (CACF)	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	555	555	55 458
M.Boubker JAI	6 RueTIZINTICHKA Long Champ Casablanca	0,01	0,01	1
M. Ahmed Ismail DOUIRI	10, lot Dawliz avenue de Nice Casablanca	0,01	0,01	1
M.Mohamed EL KETTANI	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M.Omar BOUNJOU	Rue 8, villa n° 22 Bagatel Polo CASA	0,01	0,01	1
M. Abdelhakim BOUABID	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,000	0,001	0,1
M. Giesussepe IMBASTARO	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M. Jaques FENWICK	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M. Philippe DURAND	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,000	0,0
Divers petits porteurs	Diverses adresses	0,987	0,987	98,7
TOTAL		1 132	1 132	113 180

(en milliers MAD)

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31/12/2018	
I. DATATION	
Date de clôture (1) 31/12/2018	
Date d'établissement des états de synthèse (2) 15/01/2019	
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
DATES	INDICATIONS DES EVENEMENTS
	Favorables :
	Défavorables :

NEANT

(en milliers MAD)

EFFECTIFS AU 31/12/2018		
EFFECTIFS	31/12/2018	31/12/2017
Effectifs rémunérés	696	667
Effectifs utilisés	696	667
Effectifs équivalent plein temps		
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	345	325
Employés (équivalent plein temps)	351	342
Dont effectifs employés à l'étranger		

(en milliers MAD)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31/12/2018				
TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

NEANT

(en nombre)

RESEAU AU 31/12/2018		
RESEAU	31/12/2018	31/12/2017
Guichets permanents (AGENCES & BUREAUX)	44	44
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

(en milliers MAD)

COMPTES DE LA CLIENTELE AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
Comptes courants		
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		
Autres comptes de dépôts	3 997 236	3 442 950

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2018						
NATURE DES TITRES	Montant	Taux	Durée en mois	Conditions de remboursement	Dont autres apparentés	
					2018	2017
Bons de sociétés de financement	150 000	3,75%	60	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	200 000	3,46%	36	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	100 000	3,85%	60	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	150 000	3,75%	60	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	200 000	2,85%	24	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	350 000	2,88%	24	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	350 000	3,06%	36	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	350 000	2,80%	24	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	150 000	2,92%	36	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	200 000	2,96%	24	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	200 000	2,85%	24	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	200 000	3,30%	60	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	300 000	2,85%	24	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	350 000	2,87%	24	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Bons de sociétés de financement	350 000	2,28%	60	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Emprunt obligataire subordonne	94 900	5,00%	60	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Emprunt obligataire subordonne	105 100	4,33%	60	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Emprunt obligataire subordonne	167 000	3,95%	72	Règlement intérêts annuel & capital infine		
Emprunt obligataire subordonne	83 000	3,17%	72	Règlement intérêts annuel & capital infine		
TOTAL	4 050 000					



Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc



Fidarc
Grant Thornton
L'instinct de la croissance
47, Rue Atlat Ben Abdelah
20 000 Casablanca
Maroc

WAFASALAF

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la société WAFASALAF comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 2.193.658, dont un bénéfice net de KMAD 315.340, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société WAFASALAF arrêtés au 31 décembre 2018, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2018		
ACTIF CONSOLIDÉ	31/12/2018	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 214	4 295
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	315 714	283 590
. A vue	297 343	263 847
. A terme	18 371	19 743
Créances sur la clientèle	8 853 795	8 667 753
. Crédits de trésorerie et à la consommation	8 530 795	8 452 175
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	1 900	2 459
. Autres crédits	321 101	213 120
Opérations de crédit-bail et de location	2 478 956	2 335 372
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	27 407	28 000
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété	27 407	28 000
Autres actifs	889 563	783 835
Titres d'investissement	12 500	
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	12 500	
Titres de participation et emplois assimilés	151	151
Titres mis en équivalence		
. Entreprises à caractère financier		
. Autres entreprises		
Créances subordonnées		
Immobilisations incorporelles	184 148	189 250
Immobilisations corporelles	58 977	47 780
Ecart d'acquisition		
Total de l'Actif CONSOLIDÉ	12 823 426	12 340 026

(en milliers MAD)

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (PART DU GROUPE) AU 31/12/2018									
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Ecart de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidés	Total autres	Totaux capitaux propres
SITUATION À LA CLÔTURE À 2015	113 180	37 143	1 269 248	350 261					1 769 832
MOUVEMENTS (1)			30 261	-350 261					
SITUATION À LA CLÔTURE À 2016	113 180	37 143	1 299 510	334 321					1 784 153
MOUVEMENTS (1)			34 321	-334 321					
SITUATION À LA CLÔTURE À 2017	113 180	37 143	1 333 830	341 558					1 825 710
MOUVEMENTS (1)			41 506	-341 558					
SITUATION À LA CLÔTURE À 2018	113 180	37 143	1 375 336	314 981					1 840 639

(en milliers MAD)

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2018		
HORS BILAN CONSOLIDÉ	31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES	277 030	376 780
. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	277 030	376 780
. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
. Titres achetés à réméré		
. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	1 368 000	1 493 554
. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 368 000	1 493 554
. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
. Titres vendus à réméré		
. Autres titres à recevoir		

(en milliers MAD)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉ DU 01/01/2018 AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 416 015	1 329 321
. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	143	139
. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	930 088	888 989
. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
. Produits sur titres de propriété		
. Produits sur opérations de crédit-bail et de location	108 603	100 586
. Commissions sur prestations de service	374 761	337 399
. Autres produits bancaires	2 420	2 208
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	361 368	366 480
. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	239 715	272 319
. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	108 387	82 253
. Charges sur opérations de crédit-bail et de location		
. Autres charges bancaires	13 266	11 909
III. PRODUIT NET BANCAIRE	1 054 646	962 840
. Produits d'exploitation non bancaire	86 983	78 381
. Charges d'exploitation non bancaire	1	
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	426 244	407 625
. Charges de personnel	167 987	156 074
. Impôts et taxes	8 030	8 069
. Charges externes	220 113	208 561
. Autres charges générales d'exploitation	21	3 040
. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 093	31 881
. Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition		
. Reprises sur écarts d'acquisition		
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	493 090	389 898
. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	332 052	235 263
. Pertes sur créances irrécouvrables	160 406	147 434
. Autres dotations aux provisions	632	7 202
VI. REPRISSES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	279 959	285 001
. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	253 573	263 837
. Récupérations sur créances amorties	19 184	17 051
. Autres reprises de provisions	7 203	4 113
VII. RESULTAT COURANT	502 252	528 700
. Produits non courants	515	12 415
. Charges non courantes	7 602	1 554
VIII. RESULTAT AVANT IMPÔTS	495 165	539 561
. Impôts sur les résultats	180 185	198 003
IX. RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	314 981	341 558
X. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE		
. Entreprises à caractère financier		
. Autres entreprises		
XI. RESULTAT NET DU GROUPE	314 981	341 558
. Part du groupe	314 981	341 558
. Part des intérêts minoritaires		

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2018		
PASSIF CONSOLIDÉ	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 141 498	7 130 739
. A vue	249 691	256 727
. A terme	5 891 807	6 874 011
Dépôts de la clientèle		
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs		
Titres de créance émis	3 648 221	2 123 770
. Titres de créance négociables émis	3 648 221	2 123 770
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	719 852	780 038
Ecart d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	19 520	26 090
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	453 696	453 679
Primes liées au capital	37 143	37 143
Capital	113 180	113 180
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	1 375 336	1 333 830
. Part du groupe	1 375 336	1 333 830
. Part des intérêts minoritaires		
Résultat net de l'exercice (+/-)	314 981	341 558
. Part du groupe	314 981	341 558
. Part des intérêts minoritaires		
Total du Passif CONSOLIDÉ	12 823 426	12 340 026

(en milliers MAD)

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDÉ DU 01/01/2018 AU 31/12/2018		
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS CONSOLIDÉS	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	930 231	889 129
- Intérêts et charges assimilées	348 103	354 572
Marge sur intérêts	582 128	534 557
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	108 603	100 586
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	108 603	100 586
+ Commissions perçues	374 761	337 399
- Commissions servies	13 266	11 909
Marge sur commissions de prestations de service	361 495	325 490
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	2 420	2 208
+ Résultat des opérations sur titres de placement		
+ Résultat des opérations de change		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	2 420	2 208
+ Divers autres produits bancaires		
- Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	1 054 646	962 840
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	86 983	78 381
- Autres charges d'exploitation non bancaire	1	
- Charges générales d'exploitation	426 244	407 625
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	715 383	633 597
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	213 131	104 897
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions		
RESULTAT COURANT	502 252	528 700
RESULTAT NON COURANT	-7 087	10 861
- Impôts sur les résultats	180 185	198 003
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	314 981	341 558

(en milliers MAD)

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDÉ DU 01/01/2018 AU 31/12/2018		
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT CONSOLIDÉ	31/12/2018	31/12/2017
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	314 981	341 558
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 093	31 881
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	479	1 175
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	205	
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	1	
- Plus-values de cession des immobilisations financières		
+ Moins-values de cession des immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	344 392	372 263
- Bénéfices distribués	300 052	300 000
+ AUTOFINANCEMENT	44 340	72 263

(en milliers MAD)

LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES AU 31/12/2018						
Dénomination	Adresse	Capital social	% du contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
THEMIS COURTAGE	72, Angle Rue Ram Allah et Bd. Abdelmoumen Casablanca	300	100%	100%	43 600	Intégration Globale selon les normes PCEC

LISTE DES ENTREPRISES ENTREES ET DES ENTREPRISES SORTIES DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU 01/01/2018 AU 31/12/2018	
Dénomination	Adresse
Entreprises entrées	NEANT
Entreprises sorties	

LISTE DES ENTREPRISES LAISSEES EN DEHORS DE LA CONSOLIDATION AU 31/12/2018							
Dénomination	Adresse	Montant des capitaux propres	Valeur comptable nette des titres détenus	% du contrôle	% d'intérêts	Montant du résultat du dernier exercice	Motifs justifiant l'exclusion du périmètre de consolidation
							NEANT

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES CONSOLIDÉ AU 31/12/2018						
CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
					31/12/2018	31/12/2017
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	996	297 343			298 339	266 675
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- à terme						
- au jour le jour						
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES		18 371			18 371	19 743
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	996	315 714			316 710	286 418

(en milliers MAD)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION :		
Produits sur opérations bancaires perçus	1 416 015	1 329 321
Récupérations sur créances amorties	19 184	17 051
Produits divers d'exploitation perçus	340 865	354 633
Charges sur opérations bancaires versées	-361 368	-366 480
Charges diverses d'exploitation payées	-500 060	-384 251
Charges générales d'exploitation payées	-426 244	-407 625
Impôts sur les résultats payés	-180 185	-198 003
Flux de trésorerie net provenant du compte de produits et charges	308 206	344 646
Variation des actifs d'exploitation		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (hors liquidités)	-32 124	14 324
Créances sur la clientèle	-186 042	-420 343
Titres de transaction et de placement (hors liquidités)	593	166 996
Autres actifs	-105 728	46 689
Opérations de crédit-bail et de location	-143 584	-27 981
Variation des passifs d'exploitation		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-989 241	-91 211
Dépôts de la clientèle		
Titres de créance émis	1 524 450	20 426
Autres passifs	-60 185	-30 377
SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	8 139	-321 479
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	316 346	23 167
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-12 500	
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	204	
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-6 096	26 659
Intérêts reçus		
Dividendes reçus		
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 18 392	26 659
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Subventions, fonds publics reçus		
Fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission d'emprunts et de titres subordonnés	17	252 379
Emission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-300 052	-300 000
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-300 035	-47 621
VARIATION NETTE DES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	4 295	2 090
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 214	4 295

(en milliers MAD)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES CONSOLIDÉ AU 31/12/2018								
IMMOBILISATIONS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	400 873	17 608		412 778	211 624	17 006		228 629
Droit au bail	144 395			144 395				144 395
Immobilisations en recherche et développement	2 051	8 864	5 704	5 210				5 210
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	254 428	8 745		263 172	211 624	17 006		228 629
Immobilisations incorporelles hors exploitation								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	294 617	24 291		318 345	246 837	13 088		259 368
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	25 144			25 144	16 736	790		7 618
Terrain d'exploitation	1 043			1 043				1 043
Immeubles d'exploitation. Bureaux	24 101			24 101	16 736	790		17 526
Immeubles d'exploitation. Logements de fonction								
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	130 492	9 992		140 457	118 276	4 949		123 205
Mobilier de bureau d'exploitation	26 365	4 989		31 354	22 623	1 357		23 980
Matériel de bureau d'exploitation	7 198	26		7 224	6 456	313		6 769
Matériel Informatique & télécom	95 850	4 976	27	100 800	88 157	3 269	20	91 406
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 079			1 079	1 040	10		1 050
Autres matériels d'exploitation								
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	136 023	14 299	537	149 785	111 825	7 348	537	118 637
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	2 958			2 958				2 958
Terrains hors exploitation								
Immeubles hors exploitation	1 817			1 817				1 817
Mobilier et matériel hors exploitation	587			587				587
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	554			554				554
TOTAL	695 490	41 899	-	731 122	458 460	30 093	-	487 997

(en milliers MAD)

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ CONSOLIDÉ AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	-
Produits sur engagement sur titres		
Commissions de placement sur le marché primaire		
Commissions de garantie sur le marché primaire		
Gains sur engagements sur titres		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-	-
Autres charges sur prestations de service		
Commissions sur achats et ventes de titres		
Commissions sur droits de garde de titres		
Commissions et courtages sur opérations de marché		
Autres charges sur opérations sur titres		
PRODUIT NET BANCAIRE	-	-

NEANT

NEANT

(en milliers MAD)

DETTES CONSOLIDÉES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS CONSOLIDÉ AU 31/12/2018						
DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al-Maghrib,	Banques au Maroc	Autres établissements		31/12/2018	31/12/2017
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		249 154			249 154	256 312
VALEURS DONNEES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE		125 000			125 000	100 000
- au jour le jour						
- à terme		125 000			125 000	100 000
EMPRUNTS FINANCIERS		5 705 000			5 705 000	6 700 000
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER		62 344			62 344	74 426
TOTAL		6 141 498			6 141 498	7 130 739

(en milliers MAD)

MARGE D'INTERET CONSOLIDÉES AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
MARGE D'INTERET		
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (a)	143	139
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit (b)	239 715	272 319
=Marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (1)	-239 572	-272 180
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (a)	930 088	888 989
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle (b)		
=Marge d'intérêts sur opérations avec la clientèle (2)	930 088	888 989
+ Intérêts et produits assimilés sur titres de créance (a)		
- Intérêts et charges assimilées sur titres de créance (b)	108 387	82 253
=Marge d'intérêts sur titres de créance (3)	-108 387	-82 253
MARGE D'INTERET = (1)+(2)+(3)	582 128	534 557
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location (a)	108 603	100 586
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location (b)		
=Marge sur opérations de crédit-bail et de location (4)	108 603	100 586
MARGE TOTALE D'INTERET = (1)+(2)+(3)+(4)	690 731	635 143

(en milliers MAD)

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES CONSOLIDEES AU 31/12/2018					
RUBRIQUE	COMMISSIONS 31/12/2018		COMMISSIONS 31/12/2017		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	184 943	189 818	185 468	151 931	
Commissions sur fonctionnement de compte					
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions sur opérations de titres					
Commissions sur titres en gestion/en dépôt					
Commissions sur prestations de service sur crédit		185 923		149 460	
Produits sur activités de conseil et d'assistance					
Autres produits sur prestations de service	184 943	3 895	185 468	2 471	
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions de placement sur le marché primaire					
Commissions de garantie sur le marché primaire					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billet					
COMMISSIONS VERSEES	13 260		11 904		
Charges sur moyens de paiement	10 440		9 221		
Commissions sur achat et vente de titres					
Commissions sur droits de garde de titres	2 820		2 683		
Commissions et courtages sur opérations de marché					
Commissions sur engagements sur titres					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billets					

(en milliers MAD)

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION CONSOLIDEES AU 31/12/2018			
RUBRIQUE	31/12/2018	31/12/2017	COMMENTAIRE
Charges de personnel	167 987	156 074	
Salaires et appointements	87 546	78 185	
Primes et Gratifications	40 956	42 951	
Autres rémunérations du personnel		0	
Charges d'assurances sociales	24 456	21 941	
Charges de retraite	8 365	8 079	
Charges de formation	1 702	785	
Autres charges de personnel	4 963	4 133	
Impôts et taxes	8 030	8 069	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	1 054	1 054	
Patente	6 631	6 631	
Taxes locales	317	327	
Droits d'enregistrement	24	49	
Timbres fiscaux et formules timbrées	2	1	
Taxes sur les véhicules			
Autres impôts et taxes, droits assimilés	1	7	
Charges extérieures	150 007	141 890	
Loyers de crédit-bail			
Loyers de location simple	22 576	22 410	
Frais d'entretien et de réparation	25 606	25 321	
Rémunération du personnel intérimaire	1 060	2 156	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	99 123	90 389	
Primes d'assurance	215	214	
Frais d'actes et de contentieux		0	
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	1 427	1 400	
Autres charges extérieures	68 920	66 671	
Transport et déplacement	10 547	10 028	
Mission et réception	1 932	1 905	
Publicité, publication et relations publiques	26 701	25 770	
Frais postaux & de télécommunication	18 309	17 971	
Frais de recherche et de documentation	3 298	2 665	
Frais de conseil et d'assemblée	0	0	
Dons et cotisations	828	925	
Fournitures de bureau et imprimés	1 465	1 609	
Autres charges externes	5 839	5 797	
Autres charges d'exploitation	1 207	3 040	
Frais préliminaires	16	55	
Frais d'acquisition d'immobilisation			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1 187	2 985	
Pénalités et délits			
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats			
Dons libéralités et lots			
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées			
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	4		
Diverses autres charges générales d'exploitation			
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	30 093	31 881	
Immobilisations incorporelles d'exploitation	17 006	19 016	
Immobilisations incorporelles hors exploitation			
Immobilisations corporelles d'exploitation	13 088	12 865	
Immobilisations corporelles hors exploitation			
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation			
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation			

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉS AU 31/12/2018			
RUBRIQUE	31/12/2018	31/12/2017	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires			
Divers autres produits bancaires			
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun			
Produits des exercices antérieurs			
Divers autres produits bancaires			
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement			
Autres charges bancaires	13 260	11 904	
Charges sur titres de propriété			
Frais d'émission des emprunts			
Autres charges sur opérations sur titres	2 820	2 683	
Autres charges sur prestations de services			
Autres charges bancaires	10 440	9 221	
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires			
Cotisation au fonds de garantie des déposants			
Produits rétrocédés			
Charges des exercices antérieurs			
Divers autres charges bancaires	10 440	9 221	
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement			
Produits d'exploitation non bancaires	86 983	78 381	
Produits sur valeurs et emplois assimilés			
Plus-values de cession sur immobilisations financières			
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même			
Produits accessoires	86 983	78 381	
Subventions reçues			
Autres produits d'exploitation non bancaires			
Charges d'exploitation non bancaires			
Charges sur valeurs et emplois assimilés			
Moins-values de cession sur immobilisations financières			
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	332 052	235 263	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	332 052	235 263	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées			
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances			
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			

Pertes sur créances irrécouvrables	160 406	147 434
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	160 406	147 434
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
Autres dotations aux provisions	632	7 202
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières		
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	632	7 202
Dotations aux provisions réglementées		
Dotations aux autres provisions		
Reprises de provisions pour créances en souffrance	253 573	263 837
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements de crédit et assimilés		
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	253 573	263 837
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement		
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées		
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance		
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature		
Récupération sur créances amorties	19 184	17 051
Autres reprises de provisions	7 203	4 113
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles		
Reprises de provisions pour autres risques et charges	7 203	4 113
Reprises de provisions réglementées		
Reprises de provisions		
Produits non courants	515	12 415
Reprises non courantes des amortissements		
Reprises non courantes des provisions	479	1 175
Autres produits non courants	36	11 240
Charges non courantes		
Dotations non courantes aux amortissements		
Dotations non courantes aux provisions		
Autres charges non courantes	7 602	1 554

(en milliers MAD)

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONSOLIDÉ AU 31/12/2018				
NATURE	SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE 1	OPÉRATIONS COMPTABLES DE L'EXERCICE 2	DÉCLARATIONS TVA DE L'EXERCICE 3	SOLDE FIN D'EXERCICE (1+2-3=4)
A. TVA collectée	94 865	575 490	568 682	101 674
B. TVA à récupérer	103 900	610 016	597 037	116 879
. Sur charges	20 960	58 914	62 477	17 397
. Sur immobilisations	82 940	551 102	534 560	99 482
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	-9 035	-34 525	-28 355	-15 205

(en milliers MAD)

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL CONSOLIDÉ AU 31/12/2018				
Montant du capital en actions	1 132			
Valeur nominale des titres	100 DH			
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Montant
		Exercice précédent	Exercice actuel	
ATTUARIWABA BANK	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	576	576	57 619
Crédit Agricole Consommation Finance (CACF)	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	555	555	55 458
M.Boubker JAI	6 RueTIZINTICHA Long Champ Casablanca	0,01	0,01	1
M. Ahmed Ismail DOUIRI	10, lot Dawliz avenue de Nice Casablanca	0,01	0,01	1
M.Mohamed El KETTANI	2 Bd MOULAY YOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M.Omar BOUNJOU	Rue 8, villa n° 22 Bagatel Polo CASA	0,01	0,01	1
M. Abdelhakim BOUABID	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,000	0,001	0,1
M. Giesseppe IMBASTARO	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M. Jacques FENWICK	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M. Philippe DURAND	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,000	0,0
Divers petits porteurs	Diverses adresses	0,987	0,987	98,7
TOTAL		1 132	1 132	113 180

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31/12/2018

I. DATATION

Date de clôture (1) 31/12/2018

Date d'établissement des états de synthèse (2) 15/01/2019

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES EVENEMENTS
	Favorables : NEANT
	Défavorables :

EFFECTIFS AU 31/12/2018

EFFECTIFS	31/12/2018	31/12/2017
Effectifs rémunérés	699	670
Effectifs utilisés	699	670
Effectifs équivalent plein temps		
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	347	327
Employés (équivalent plein temps)	352	343
Dont effectifs employés à l'étranger		

(en milliers MAD)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31/12/2018				
TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				


NEANT

(en nombre)

RESEAU AU 31/12/2018		
RESEAU	31/12/2018	31/12/2017
Guichets permanents (AGENCES & BUREAUX)	44	44
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

(en milliers MAD)

COMPTES DE LA CLIENTELE AU 31/12/2018		
	31/12/2018	31/12/2017
Comptes courants		
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		
Autres comptes de dépôts	-	-



EY
Building a better
working world

37, Bd Abdelatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc



Fidarc Grant Thornton
L'instinct de la croissance

47, Rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

GROUPE WAFASALAF

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2018

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de WAFASALAF et sa filiale (Groupe WAFASALAF) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1.840.639, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 314.981.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe WAFASALAF arrêtés au 31 décembre 2018, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.

Casablanca, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes



ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé



FIDARC GRANT THORNTON
FIDARC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton International (SA)
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casa
Tél.: 0521 58 11 00 / 0521 58 11 10
Faïçal MEKOUAR
Associé



DÉCOUVREZ L'INTÉGRALITÉ DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
ET DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE 2018
EN LIGNE SUR LE SITE WWW.WAFASALAF.MA

وفاسلاف
Wafasalaf
ديمامعك



72, Angle Rue Ram Allah et Bd
Abdelmoumen
Casablanca - Maroc
Tél. : 0522 545 100
Fax : 0522 273 535

www.wafasalaf.ma

